



L'UNION SOCIALE POUR L'HABITAT  
Direction des Etudes Economiques et Financières



Cette plaquette constitue un "aide-mémoire" statistique des principales données disponibles au 31 septembre 2012 concernant l'environnement socio-économique et les conditions dans lesquelles s'exerce l'activité des maîtres d'ouvrage HLM.

Ce document réunit des informations issues de différentes sources : INSEE, service statistique du ministère en charge du logement, Direction de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages, Banque de France, ANPEEC, ANRU, ANAH, fédérations HLM... Ceci explique les éventuelles différences de périmètre, notamment sur la production d'informations concernant le secteur locatif social.

Ce document intègre les dernières données publiées et peut inclure la révision de séries statistiques antérieures.

Ce document peut être téléchargé à partir de l'espace professionnel du site de l'USH : [www.union-habitat.org](http://www.union-habitat.org) dans l'espace thématique "Economie et finance", qui comporte en outre diverses analyses et informations réglementaires.

# TABLE DES MATIERES

	Page
<b>1. ENVIRONNEMENT SOCIO- ECONOMIQUE</b>	
<b>1.1. Evolution du produit intérieur brut et des finances publiques</b>	4
<b>1.2. Activité immobilière</b>	
1.2.1. Activité immobilière, FBCF et investissement en logements	4
1.2.2. Part des bailleurs HLM dans l'activité immobilière	4
<b>1.3. Indices</b>	
1.3.1. Index national bâtiment tous corps d'Etat - BT01	5
1.3.2. Indice de référence des loyers - IRL	5
1.3.3. Indice du coût de la construction - ICC	5
1.3.4. Hausse moyenne des loyers (hors charges, hors taxes, à qualité constante)	5
1.3.5. Indicateurs de coût et de prix - Graphiques	6
<b>1.4. Salaires et revenus sociaux : évolution de quelques indicateurs</b>	7
<b>1.5. Indicateurs sociaux de pauvreté et d'exclusion</b>	7
<b>1.6. Indicateurs de distribution des revenus</b>	
1.6.1. Distribution des niveaux de vie des personnes et des revenus disponibles des ménages en 2009	8
1.6.2. Distribution des revenus par statut d'occupation en 2006	8
<b>1.7. Evolution des taux d'intérêt</b>	9
<b>1.8. Monnaie - Epargne et Actifs financiers des ménages</b>	9
<b>2. AIDES AU LOGEMENT</b>	
<b>2.1. Effort budgétaire de l'Etat en faveur de la ville et du logement</b>	
2.1.1. Crédits budgétaires	10
2.1.2. Dépenses fiscales	10
<b>2.2. Financement du locatif aidé et de la location-accession</b>	
2.2.1. Prévisions budgétaires et réalisations	11
2.2.2. Acquisition et acquisition-amélioration locative aidée	11
2.2.3. Démolition de logements locatifs sociaux	11
<b>2.3. Financement de l'accession</b>	
2.3.1. Prêt à taux zéro	12
2.3.2. Prêts conventionnés : évolution des prêts autorisés	12
<b>2.4. Financement de l'amélioration</b>	
2.4.1. Aides de l'Anah aux propriétaires bailleurs privés	13
2.4.2. Aides de l'Anah aux propriétaires occupants modestes	13
2.4.3. Primes à l'amélioration des logements à usage locatif et occupation sociale (PALULOS)	13
<b>2.5. Participation des employeurs au financement de la construction (1 % Logement)</b>	
2.5.1. Décrets enveloppes	14
2.5.2. Ressources et emplois	15
<b>2.6. Aides à la personne : bénéficiaires et financement</b>	
2.6.1. Nombre de ménages bénéficiaires selon le statut d'occupation	16
2.6.2. Montant des aides versées aux ménages bénéficiaires	16
2.6.3. Financement des aides à la personne	16
<b>2.7. Aides publiques au logement : compléments</b>	
2.7.1. Répartition des avantages conférés par filière et forme de distribution en 2010	16
2.7.2. Eligibilité des ménages au secteur locatif social	17
2.7.3. Eligibilité des ménages à un logement PLUS	17

<b>3. PRODUCTION ET AMELIORATION DE LOGEMENTS</b>	
<b>3.1. Construction neuve</b>	
3.1.1. Evolution des mises en chantier par secteur de financement	18
3.1.2. Evolution globale de la construction neuve - Graphiques	19
3.1.3. Construction neuve et acquisition-réhabilitation : maîtrise d'ouvrage HLM	20
3.1.4. Accession à la propriété : maîtrise d'ouvrage HLM	20
<b>3.2. Habitat existant - Intervention de l'Agence nationale de l'habitat</b>	21
<b>4. MARCHE DU CREDIT ET DU LOGEMENT</b>	
<b>4.1. Crédits à l'habitat distribués aux ménages</b>	
4.1.1. Crédits mis en force accordés aux ménages	22
4.1.2. Evolution des taux des prêts au logement	23
<b>4.2. Commercialisation des logements neufs</b>	
4.2.1. Maisons individuelles neuves dans le secteur groupé	24
4.2.2. Appartements neufs	24
<b>4.3. Indice des prix des logements anciens</b>	24
<b>5. CARACTERISTIQUES DU PARC DE LOGEMENTS</b>	
5.1. Evolution du parc de logements de 1984 à 2011	25
5.2. Résidences principales selon le statut d'occupation de 1984 à 2011	25
5.3. Demande non pourvue de logements HLM de 1984 à 2006	25
5.4. Parc locatif HLM : vacance, mobilité, vente et démolition	26
<b>6. ELEMENTS FINANCIERS SUR LES ORGANISMES HLM</b>	
6.1. Loyers et dépenses d'exploitation locative	27
6.2. Charges récupérables dans le secteur locatif HLM	27
6.3. Charges locatives	28
<b>7. DONNEES REGIONALES</b>	
7.1. Parc de logements	29
7.2. Ménages	29
7.3. Caractéristiques du parc locatif social au 1er janvier 2011	30
<b>8. DONNEES EUROPEENNES</b>	
8.1. Parc de logements	31
8.2. Répartition des ménages selon le statut d'occupation	31
<b>9. PLAFONDS DE RESSOURCES ET LOYERS MAXIMUMS HLM</b>	
9.1. Plafonds de ressources en 2012	32
9.2. Loyers maximums en 2012	32
9.3. Evolution des plafonds de ressources du PLUS et du PLAI	33
9.4. Historique des loyers maximums du PLUS et du PLAI	34
<b>10. GLOSSAIRE</b>	35

# 1. ENVIRONNEMENT SOCIO-ECONOMIQUE

## 1.1. EVOLUTION DU PRODUIT INTERIEUR BRUT ET DES FINANCES PUBLIQUES

	Evolutions en volume, au prix de l'année précédente (%)			Valeur (Md€)
	2009	2010	2011	2011
<b>Produit intérieur brut</b>	<b>-3,1</b>	<b>1,7</b>	<b>1,7</b>	<b>1 996,6</b>
Importations	-9,6	8,9	4,9	594,3
<b>Total des emplois finals</b>	<b>-4,6</b>	<b>3,1</b>	<b>2,4</b>	<b>2 590,9</b>
Consommation des ménages	0,7	1,5	0,6	1 471,9
Consommation des administrations publiques	3,1	2,0	-2,2	168,7
Investissement (formation brute de capital fixe)	-10,6	1,2	3,5	401,2
dont :				
- sociétés non financières et entreprises individuelles	-13,7	6,3	5,1	213,4
- ménages	-12,2	-0,4	3,1	108,9
- administrations publiques	2,4	-8,1	-1,9	61,4
Exportations	-12,1	9,6	5,3	538,2
Variations de stocks	-1,2	0,1	0,8	10,9

Source : INSEE, Comptes de la nation (base 2005)

	2009	2010	2011
Dépenses publiques (en % du PIB)	56,8	56,6	56,0
Recettes publiques (en % du PIB)	49,2	49,5	50,8
Déficit public au sens de Maastricht (en % du PIB)	-7,5	-7,1	-5,2
Dette publique au sens de Maastricht (en % du PIB)	79,2	82,3	86,0

Source : INSEE

## 1.2. ACTIVITE IMMOBILIERE

### 1.2.1 ACTIVITE IMMOBILIERE, FBCF ET INVESTISSEMENT EN LOGEMENTS

milliards d'euros

	2008	2009	2010	Evolution 2010/2009
FBCF en logements neufs :	66,4	55,6	49,1	-11,7%
- construction de logements neufs	65,2	54,6	48,1	-11,9%
- frais et droits liés	1,2	1,0	1,0	+0,0%
FBCF en logements anciens :	11,3	8,4	11,5	+36,9%
- acquisition de logements d'occasion, hors terrains	103,6	77,0	105,1	+36,5%
- cessions de logement d'occasion, hors terrains	(102,4)	(76,2)	(104,0)	+36,5%
- frais et droits liés	10,1	7,6	10,4	+36,8%
FBCF en travaux (gros entretien et amélioration)	44,9	45	46,4	+3,1%
<b>FBCF</b>	<b>122,6</b>	<b>109,0</b>	<b>107,0</b>	<b>-1,8%</b>
Transactions de terrains (nettes)	17,6	14,9	13,2	-11,4%
- acquisition des terrains d'assise des logements neufs	16,8	14,3	12,4	-13,3%
- acquisition des terrains des logements d'occasion	40,6	30,2	41,2	+36,4%
- cession des terrains des logements d'occasion	(39,8)	(29,6)	(40,4)	+36,5%
<b>Investissement = FBCF + transactions de terrains (nettes)</b>	<b>140,2</b>	<b>123,9</b>	<b>120,2</b>	<b>-3,0%</b>
<b>Activité immobilière = Ensemble hors cessions</b>	<b>282,4</b>	<b>229,7</b>	<b>264,6</b>	<b>+15,2%</b>

Périmètre : logements ordinaires, source : Comptes du logement

### 1.2.2. PART DES BAILLEURS HLM DANS L'ACTIVITE IMMOBILIERE

milliards d'euros

	2007	2008	2009	2010	Evolution 2010/2009
<b>Ensemble de l'activité immobilière</b>	<b>294,3</b>	<b>282,3</b>	<b>229,7</b>	<b>264,3</b>	<b>+15,1%</b>
Logements neufs dont :	81,5	83,1	69,9	61,3	-12,3%
- construction de logements neufs	63,5	65,2	54,6	47,9	-12,3%
- acquisition des terrains d'assise	16,7	16,7	14,3	12,4	-13,3%
- frais et droits liés	1,3	1,2	1,0	1,0	+0,0%
Gros entretien et amélioration	42,7	44,9	45,0	46,4	+3,1%
Acquisitions de logements d'occasion	170,1	154,3	114,8	156,6	+36,4%
<b>dont bailleurs HLM</b>	<b>10,0</b>	<b>11,5</b>	<b>13,7</b>	<b>17,1</b>	<b>+24,7%</b>
Logements neufs dont :	6,0	7,0	8,5	10,1	+18,3%
- construction de logements neufs	5,4	6,3	7,7	9,1	+18,2%
- acquisition des terrains d'assise	0,6	0,7	0,8	1,0	+18,3%
- frais et droits liés	0,0	0,0	0,0	0,0	+50,0%
Gros entretien et amélioration	3,4	3,7	4,1	5,7	+36,3%
Acquisitions de logements d'occasion	0,7	0,9	1,1	1,4	+31,4%
<b>Financement de l'activité immobilière des HLM</b>					
Fonds propres	30%	30%	28%	26%	
Aides	10%	11%	13%	14%	
Emprunts	59%	59%	59%	60%	

Périmètre : logements ordinaires, source : Comptes du logement

### 1.3. INDICES

#### 1.3.1. INDEX NATIONAL BATIMENT TOUS CORPS D'ETAT - BT01

Base 100 en janvier 1974

	Janv.	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Variation annuelle (1)
2002	604,6	605,6	608,7	611,9	612,1	612,6	616,9	619,0	619,2	620,2	619,6	621,5	+3,5%
2003	625,6	628,5	633,7	634,0	633,4	634,0	634,8	635,9	636,7	639,1	640,0	640,3	+3,0%
2004	646,8	653,1	664,8	671,2	674,6	674,6	675,0	678,7	678,9	682,7	680,7	679,5	+6,1%
2005	684,2	682,4	683,5	682,7	681,5	683,4	683,7	686,7	691,5	695,6	696,3	697,0	+2,6%
2006	707,2	709,8	713,7	717,3	721,6	723,0	728,5	731,9	732,7	734,8	734,5	733,3	+5,2%
2007	740,5	747,0	749,4	754,2	755,9	758,2	760,6	762,3	761,2	763,2	765,6	767,2	+4,6%
2008	776,8	780,6	787,0	792,5	799,5	805,1	815,5	815,0	811,7	805,1	799,7	797,7	+4,0%
2009	802,9	803,6	796,4	797,8	800,3	802,6	800,9	802,2	803,0	804,7	803,6	804,3	+0,8%
2010	807,2	809,7	814,3	822,5	826,1	825,6	827,8	827,2	828,3	829,7	830,6	834,6	+3,8%
2011	845,8	851,0	853,1	854,7	854,4	855,6	858,0	858,9	858,3	860,2	862,7	863,6	+3,5%
2012	871,9	873,9	875,3	877,2	874,8								

(1) Mois de décembre de l'année en cours rapporté au mois de décembre de l'année précédente.

Source : DAEI

#### 1.3.2. INDICE DE REFERENCE DES LOYERS - IRL

	IRL 2008 (1)							
	Base 100 au 4e trimestre 1998				Variation annuelle (2)			
	1er Tr	2e Tr	3e Tr	4e Tr	1er Tr	2e Tr	3e Tr	4e Tr
2002	104,31	104,68	105,09	105,60	+1,84%	+1,65%	+1,60%	+1,74%
2003	106,18	106,62	107,07	107,50	+1,79%	+1,85%	+1,88%	+1,80%
2004	107,80	108,28	108,72	109,19	+1,53%	+1,56%	+1,54%	+1,57%
2005	109,63	110,07	110,57	111,00	+1,70%	+1,65%	+1,70%	+1,66%
2006	111,47	111,98	112,43	112,77	+1,68%	+1,74%	+1,68%	+1,59%
2007	113,07	113,37	113,68	114,30	+1,44%	+1,24%	+1,11%	+1,36%
2008	115,12	116,07	117,03	117,54	+1,81%	+2,38%	+2,95%	+2,83%
2009	117,70	117,59	117,41	117,47	+2,24%	+1,31%	+0,32%	-0,06%
2010	117,81	118,26	118,70	119,17	+0,09%	+0,57%	+1,10%	+1,45%
2011	119,69	120,31	120,95	121,68	+1,60%	+1,73%	+1,90%	+2,11%
2012	122,37	122,96			+2,24%	+2,20%		

Source : INSEE

(1) Le nouvel IRL (modifié par la loi du 8 février 2008) correspond à la moyenne, sur les douze derniers mois, de l'évolution des prix à la consommation hors tabac et hors loyers.

(2) Trimestre d'une année comparé au trimestre de l'année précédente

#### 1.3.3. INDICE DU COUT DE LA CONSTRUCTION - ICC

Base 100 au 4ème trimestre 1953

	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	Indice moyen annuel	Variation annuelle	
						4ème trimestre (1)	Indice annuel (2)
2002	1 159	1 163	1 170	1 172	1 166	+2,81%	+2,53%
2003	1 183	1 202	1 203	1 214	1 201	+3,58%	+2,96%
2004	1 225	1 267	1 272	1 269	1 258	+4,53%	+4,81%
2005	1 270	1 276	1 278	1 332	1 289	+4,96%	+2,44%
2006	1 362	1 366	1 381	1 406	1 379	+5,56%	+6,96%
2007	1 385	1 435	1 443	1 474	1 434	+4,84%	+4,03%
2008	1 497	1 562	1 594	1 523	1 544	+3,32%	+7,65%
2009	1 503	1 498	1 502	1 507	1 503	-1,05%	-2,69%
2010	1 508	1 517	1 520	1 533	1 520	+1,73%	+1,13%
2011	1 554	1 593	1 624	1 638	1 602	+6,85%	+5,45%
2012	1 617						

(1) 4e trimestre de l'année en cours rapporté au 4e trimestre de l'année précédente.

Source : INSEE

(2) Indice moyen de l'année rapporté à l'indice moyen de l'année précédente

#### 1.3.4. HAUSSE MOYENNE DES LOYERS (hors charges, hors taxes, à qualité constante)

En %

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Locataires en place	2,7	2,0	2,6	3,5	2,4	2,5	1,5	1,8	0,6	
Changement de locataire (*)	3,8	3,3	7,0	4,7	4,0	3,4	2,0	1,2	2,2	
<b>Indice secteur libre</b>	<b>3,0</b>	<b>2,4</b>	<b>3,8</b>	<b>3,8</b>	<b>3,1</b>	<b>3,0</b>	<b>1,6</b>	<b>1,6</b>	<b>1,0</b>	<b>1,1</b>
<b>Indice secteur social</b>	<b>2,9</b>	<b>3,0</b>	<b>2,8</b>	<b>3,1</b>	<b>3,4</b>	<b>2,6</b>	<b>2,5</b>	<b>3,0</b>	<b>1,6</b>	<b>1,0</b>
<b>Indice général des loyers</b>	<b>3,0</b>	<b>2,6</b>	<b>3,5</b>	<b>3,7</b>	<b>3,1</b>	<b>2,8</b>	<b>2,0</b>	<b>2,0</b>	<b>1,1</b>	<b>1,0</b>

Source : INSEE (Enquête "Loyers et charges") et Comptes du logement 2010

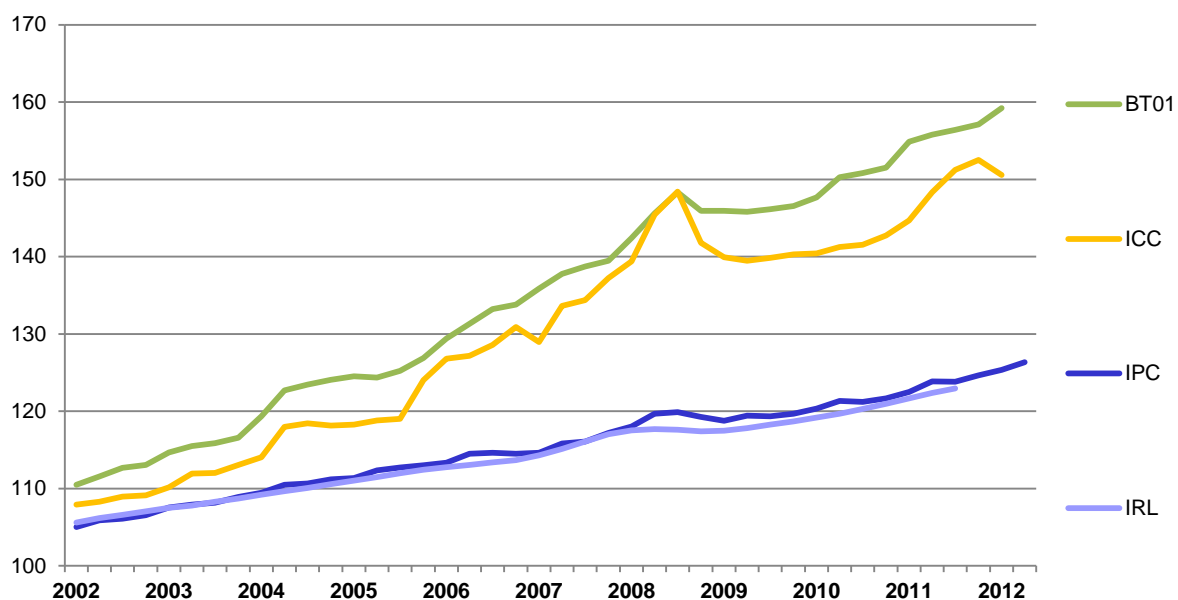
Glissement annuel de janvier N à janvier N+1

(\*) Changements de locataires, logements neufs et mises sur le marché de logements anciens. A prendre avec précaution, moins d'une centaine d'observations

### 1.3.5. LES INDICATEURS DE COUT ET DE PRIX - GRAPHIQUES

#### EVOLUTION DES INDICATEURS EN BASE 100 EN 1998

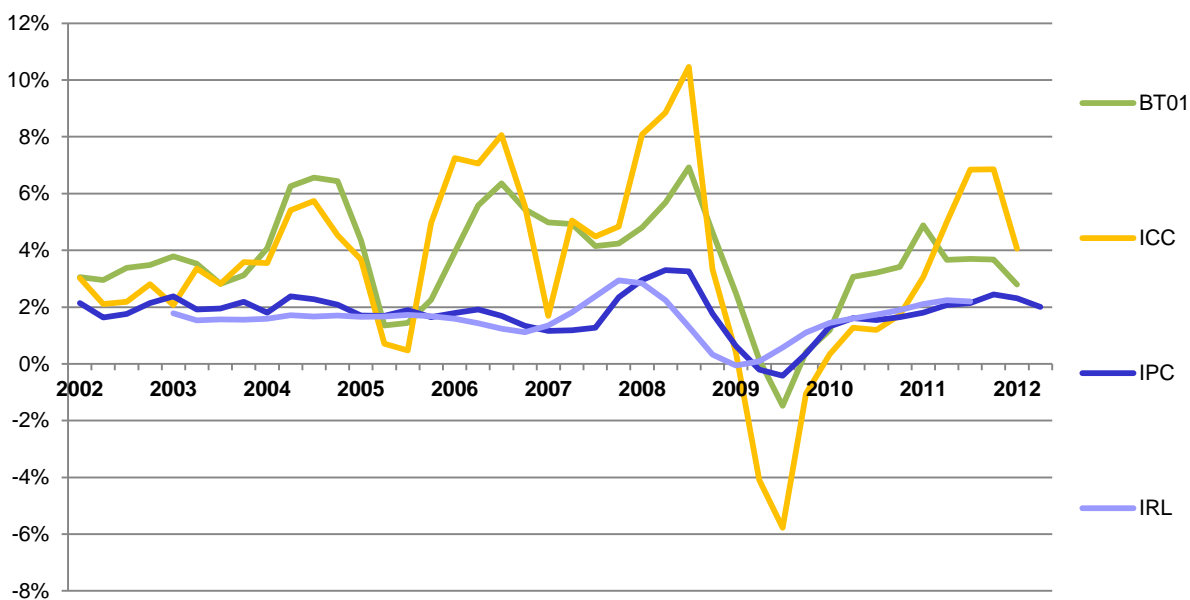
(indicateurs trimestriels)



Source : INSEE

#### EVOLUTION DES INDICATEURS EN GLISSEMENT ANNUEL

(glissement annuel des indicateurs trimestriels)



Source : INSEE

## 1.4. SALAIRES ET REVENUS SOCIAUX : EVOLUTION DE QUELQUES INDICATEURS

Valeurs au 1er janvier	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
SMIC horaire	8,03 €	8,27 €	8,44 €	8,71 €	8,86 €	9,00 €	9,22 €
augmentation annuelle	+5,5%	+3,0%	+2,1%	+3,2%	+1,7%	+1,6%	+2,4%
salaire net mensuel au SMIC, valeur indicative, en euros courants	956 €	985 €	1 005 €	1 038 €	1 056 €	1 072 €	1 098 €
<b>Traitement de la fonction publique :</b>							
Traitement brut							
Base 100 : octobre 2000	106,2	107,9	108,3	109,2	110,1	111,3	111,7
augmentation annuelle	+1,5%	+1,6%	+0,5%	+0,7%	+0,9%	+1,0%	+0,4%
<b>Secteur privé :</b>							
Indice de salaire mensuel brut							
Base 100 : octobre 2000	114,7	117,8	121,0	124,3	126,5	129,1	131,9
augmentation annuelle	+2,9%	+2,7%	+2,7%	+2,7%	+1,8%	+2,1%	+2,2%
<b>Prestations familiales :</b>							
Allocation mensuelle pour deux enfants	117,72 €	119,72 €	120,92 €	124,54 €	124,54 €	126,41 €	127,68 €
augmentation annuelle (au 1er avril à partir de 2012)	+2,3%	+1,7%	+1,0%	+3,0%	+0,0%	+1,5%	+1,0%
<b>Minimum vieillesse / ASPA</b>							
Montant mensuel pour une personne seule	610,29 €	621,28 €	628,11 €	677,13 €	708,95 €	742,28 €	777,17 €
augmentation annuelle	+1,8%	+1,8%	+1,1%	+7,8%	+4,7%	+4,7%	+4,7%
<b>RMI / RSA Socle :</b>							
Montant mensuel pour une personne seule	433,06 €	440,86 €	447,91 €	454,63 €	460,09 €	466,99 €	474,93 €
augmentation annuelle	+1,8%	+1,8%	+1,6%	+1,5%	+1,2%	+1,5%	+1,7%

Source : INSEE

## 1.5. INDICATEURS SOCIAUX DE PAUVRETE ET D'EXCLUSION

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>Pauvreté monétaire</b>							
Taux de pauvreté : proportion d'individus vivant dans un ménage dont le revenu est inférieur à 60% de la médiane (source : enquête Revenus Fiscaux - Insee-Dgi)	13,1*	13,1	13,4	13,0	13,5	14,1%	nd
Seuil de pauvreté (pour une personne seule), en euros 2007 par mois (à 60% de la médiane)	916	929	949	964	968	964	nd
Nombre de bénéficiaires du RMI ou du RSA socle en fin d'année (en milliers), avec ou sans intéressement ou RSA activité	1 266	1 260	1 155	1 121	1 293	1 352	1 554
Persistance dans les minima sociaux : bénéficiaires du RMI depuis plus de 3 ans, en % (source : Cnaf -Drees)	42,8%	44,5%	47,9%	46,7%	49,8%*	52,8%	nd
Nombre de dossiers de surendettement déposés	182 566	184 866	182 855	188 485	216 396	218 102	232 493
<b>Exclusion du marché du travail</b>							
Proportion d'actifs occupés dans la population des 15 - 64 ans, au 4ème trimestre (source : enquête Emploi -INSEE-France métro.)	63,5	63,9	64,6	64,8	63,7	63,8	63,9
Taux de chômage (au sens du BIT), en moyenne annuelle (source : enquête Emploi -INSEE-France entière)	9,3	9,2	8,4	7,8	9,5	9,7	9,6
Proportion de demandeurs d'emploi non indemnisés, en moyenne annuelle (source : pôle emploi - métropole)	37,7	40,5	39,6	38,3	39,5	39,7	

\* rupture de série (RSA socle)

## 1.6. INDICATEURS DE DISTRIBUTION DES REVENUS

### 1.6.1 DISTRIBUTION DES NIVEAUX DE VIE ET DES REVENUS DISPONIBLES DES MENAGES EN 2009

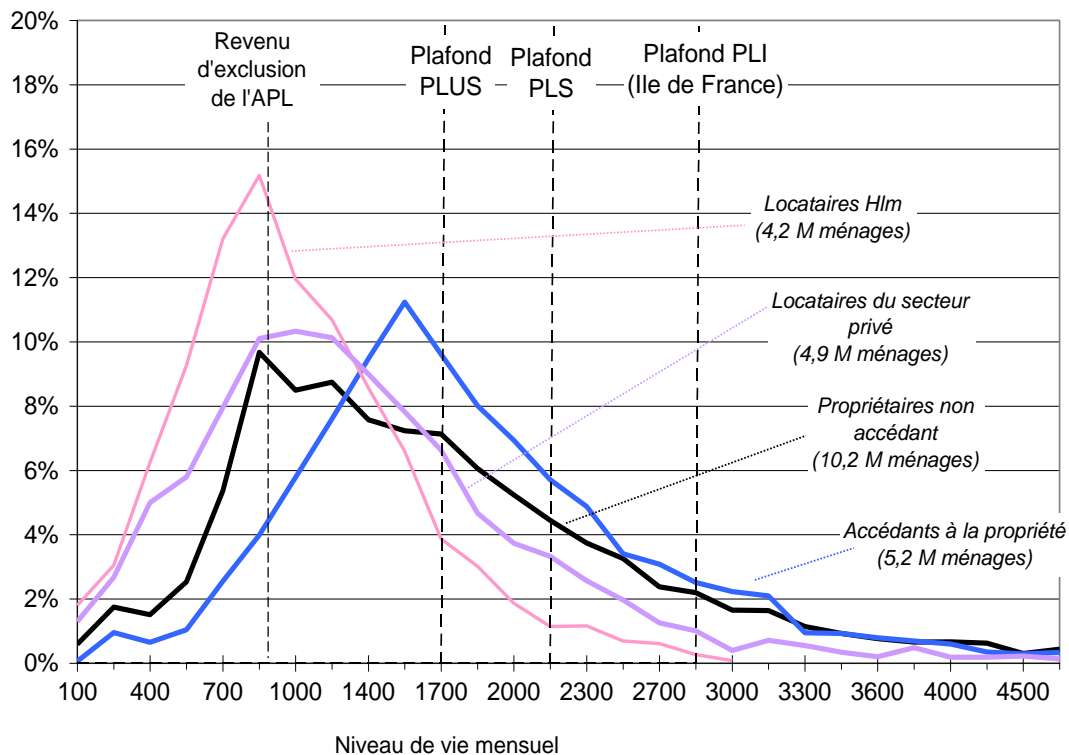
en € 2012

	Par unité de consommation (ménage d'une personne)		Pour un ménage de taille moyenne ( 1,6 UC)	
	Limite de tranche (décile)	Revenu moyen de la tranche	Revenu mensuel pour un ménage moyen sur la limite de tranche	Revenu moyen mensuel
10% les plus modestes		680		1 090
2ème tranche	900	1 020	1 430	1 620
3ème tranche	1 130	1 220	1 790	1 940
4ème tranche	1 310	1 390	2 090	2 220
5ème tranche	1 480	1 560	2 350	2 490
6ème tranche	1 650	1 750	2 630	2 780
7ème tranche	1 840	1 960	2 940	3 120
8ème tranche	2 090	2 250	3 320	3 580
9ème tranche	2 440	2 720	3 880	4 330
10 % les plus aisés	3 100	4 610	4 940	7 330

Le revenu disponible comprend l'ensemble des revenus et prestations sociales, net des impôts directs. Le niveau de vie est le revenu disponible rapporté au nombre d'unités de consommation du ménage (1 unité pour le premier adulte, 0,5 par adulte supplémentaire et enfant de 14 ans ou plus, 0,3 unité pour chaque autre enfant).

Source : Enquête Revenus Fiscaux et Sociaux, INSEE  
Champ : France métropolitaine

### 1.6.2. DISTRIBUTION DES NIVEAUX DE VIE PAR STATUT D'OCCUPATION EN 2006



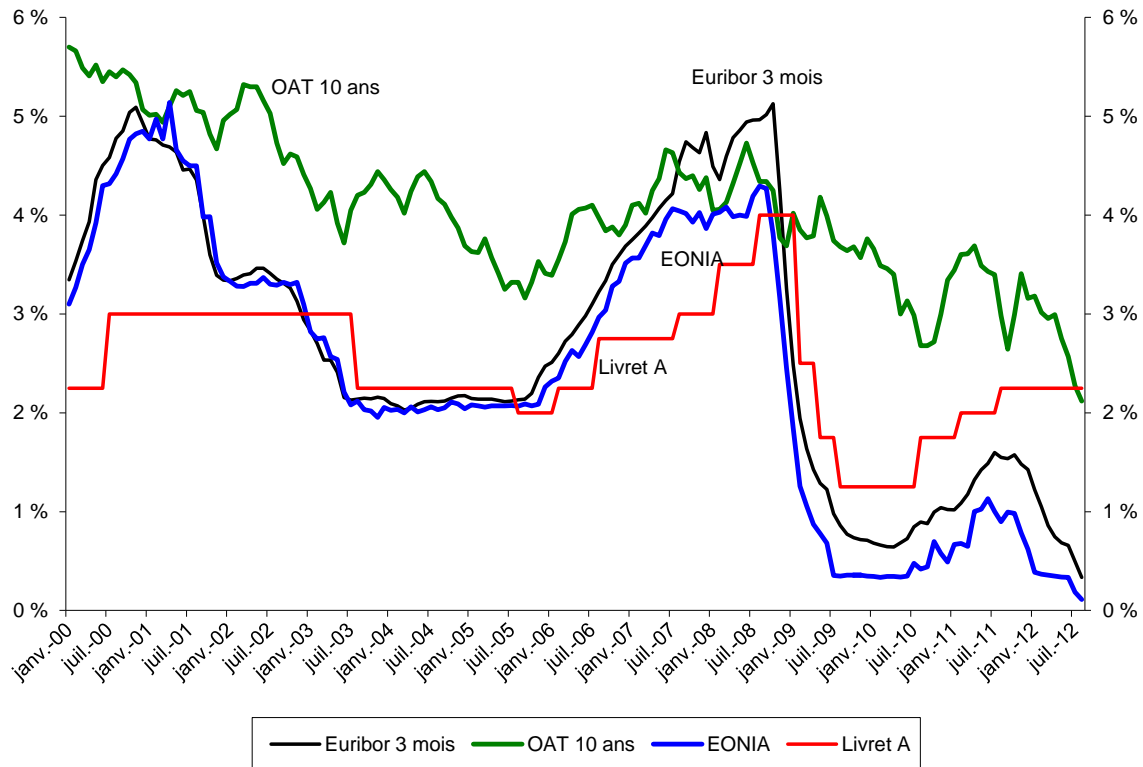
Lecture : Chaque pas de graduation indique une tranche de 10 % des revenus rapportés au plafond de ressource PLUS (1) 12% des locataires Hlm ont un revenu net total compris entre 60 et 70 % des plafonds de ressource PLUS, et, à titre indicatif, disposent en moyenne de 1000 € par mois et par unité de consommation

(1) Pour l'homogénéité des unités, le plafond Hlm, habituellement comparé au revenu imposable, est redressé en revenu net (divisé par 0,9)

Source : calculs USH/DEEF sur données INSEE, Enquête Nationale Logement 2006  
Champ : ensemble des ménages, hors étudiants, France entière



## 1.7. EVOLUTION DES TAUX D'INTERET



## 1.8. MONNAIE - EPARGNE et ACTIFS FINANCIERS DES MENAGES

### EVOLUTION DE L'ENCOURS DES COMPTES SUR LIVRET ET DES ACTIFS FINANCIERS DES MENAGES

encours en fin de période en milliards d'euros et taux de croissance en %

	Livrets A et Livret bleu	Codevi/ Livrets développ. durable	Livrets d'épargne populaire	Livrets jeunes	Livrets soumis à l'impôt	Comptes d'épargne-logement	Total		Actifs financiers des ménages (*)
							Encours	Taux de croissance annuel	
décembre 2001	119,8	38,4	47,1	5,2	54,0	29,9	294,3	+7,2%	2 477
décembre 2002	124,8	41,1	49,5	5,4	65,9	33,2	319,9	+8,7%	2 510
décembre 2003	127,6	43,2	53,8	5,7	85,3	36,0	351,8	+10,0%	2 688
décembre 2004	129,8	45,7	56,7	6,1	100,7	38,5	377,5	+7,3%	2 876
décembre 2005	129,0	47,0	56,8	6,4	114,2	39,1	392,6	+4,0%	3 123
décembre 2006	133,7	51,1	58,2	6,7	128,6	38,4	416,7	+6,1%	3 436
décembre 2007	140,8	63,1	60,6	7,1	128,0	38,1	437,6	+5,0%	3 626
décembre 2008	164,4	70,2	62,0	7,4	145,4	36,7	486,0	+11,1%	3 421
décembre 2009	183,4	69,1	58,3	7,2	146,5	36,6	501,1	+3,1%	3 717
décembre 2010	193,5	68,0	54,4	7,0	159,8	36,1	518,8	+3,5%	3 926
décembre 2011	214,7	69,4	52,4	7,0	179,7	36,1	559,3	+7,8%	
janvier 2012	218,9	70,7	51,4	6,9	183,2	36,3	567,3	+7,5%	
février 2012	220,7	70,8	51,7	6,8	184,6	36,3	570,9	+8,0%	
mars 2012	221,9	70,9	51,8	6,8	187,8	36,3	575,5	+8,1%	
avril 2012	224,5	71,6	52,0	6,9	189,5	36,5	581,0	+8,0%	
mai 2012	225,2	71,4	51,9	6,8	189,2	36,5	581,0	+7,9%	
juin 2012	225,9	71,3	51,8	6,8	190,0	36,4	582,1	+8,2%	

Source : Banque de France

(\*) Source : INSEE, comptes nationaux base 2005  
(Comptes de patrimoine des ménages y compris entreprises individuelles (S14))

## 2. AIDES AU LOGEMENT

### 2.1. EFFORT BUDGETAIRE DE L'ETAT EN FAVEUR DE LA VILLE ET DU LOGEMENT (1)

#### 2.1.1. CREDITS BUDGETAIRES

millions d'euros

Crédits budgétaires par programme	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	2011	2012	2012 / 2011	2011	2012	2012 / 2011
<b>Aide à l'accès au logement</b>	<b>5 301,4</b>	<b>5 603,1</b>	<b>+ 5,7%</b>	<b>5 301,4</b>	<b>5 603,1</b>	<b>+ 5,7%</b>
dont : contribution de l'Etat aux aides à la personne	5 277,0	5 558,0	+ 5,3%	5 277,0	5 558,0	+ 5,3%
aides aux associations	8,4	8,1	- 3,0%	8,4	8,1	- 3,0%
Garantie des risques locatifs	16,0	37,0	+ 131,3%	16,0	37,0	+ 131,3%
<b>Prévention de l'exclusion et aides aux personnes vulnérables</b>	<b>1 204,2</b>	<b>1 204,2</b>	<b>+ 0,0%</b>	<b>1 204,2</b>	<b>1 204,2</b>	<b>+ 0,0%</b>
dont : prévention de l'exclusion	64,3	57,1	- 11,2%	64,3	57,1	- 11,2%
Hébergement et logement adapté	1 087,2	1 095,6	+ 0,8%	1 087,2	1 095,6	+ 0,8%
Aide alimentaire	22,5	22,6	+ 0,4%	22,5	22,6	+ 0,4%
Conduite et animation de la politique de l'hébergement et lutte pour l'inclusion	15,9	14,8	- 7,3%	15,9	14,8	- 7,3%
Rapatriés	14,3	14,1	- 1,4%	14,3	14,1	- 1,4%
<b>Politique de la ville et Grand Paris</b>	<b>624,3</b>	<b>535,9</b>	<b>- 14,2%</b>	<b>624,3</b>	<b>548,4</b>	<b>- 12,2%</b>
dont : actions territorialisées et dispositifs spécifiques de la politique de la ville	366,4	362,0	- 1,2%	365,9	361,8	- 1,1%
Revitalisation économique et emploi	222,2	144,8	- 34,8%	222,2	144,8	- 34,8%
Stratégie, ressources et évaluation	23,6	24,0	+ 1,8%	23,0	24,2	+ 5,1%
Rénovation urbaine et amélioration du cadre de vie Grand Paris	6,2	3,5	- 43,3%	7,3	16,1	+ 119,7%
Grand Paris	5,9	1,5	- 74,8%	5,9	1,5	- 74,8%
<b>Développement et amélioration de l'offre de logement</b>	<b>542,0</b>	<b>501,7</b>	<b>- 7,4%</b>	<b>502,0</b>	<b>365,4</b>	<b>- 27,2%</b>
dont : construction locative et amélioration (1)	508,6	458,9	- 9,8%	468,6	322,6	- 31,1%
- locatif social (ligne fongible) (1)	500,0	450,0	- 10,0%	450,0	303,7	- 32,5%
- dotation ANAH	4,0	3,9	- 2,5%	4,0	3,9	- 2,5%
- accueil des gens du voyage	5,0	5,0	+ 0,0%	15,0	15,0	+ 0,0%
Soutien à l'accession (FGAS)	4,7	4,5	- 4,3%	4,7	4,5	- 4,3%
Lutte contre l'habitat indigne	0,0	0,0		0,0	0,0	
Réglementation, politique technique et qualité	16,8	26,9	+ 60,0%	16,8	26,9	+ 60,0%
Soutien (emplois et crédits d'études)	11,9	11,4	- 4,1%	11,9	11,4	- 4,1%
<b>Montant total</b>	<b>7 671,8</b>	<b>7 844,9</b>	<b>+ 2,3%</b>	<b>7 631,8</b>	<b>7 721,1</b>	<b>+ 1,2%</b>

(1) En 2012, les crédits de paiement sont majorés de 140 M€ à partir du prélèvement sur les organismes HLM mis en place en 2011

#### Calibrage de la ligne fongible dans les projets de loi de finances pour 2012 et 2013

	PLF 2012			PLF 2013		
	Logements	Subvention unitaire	Subvention en M€	Logements	Subvention unitaire	Subvention en M€
PLUS	55 000	600	33,0	69 000	400	27,6
PLAI	22 500	9 600	216,0	33 000	7 500	247,5
PLS	42 500			48 000		
Surcharge foncière			190,6			214,9
Démolition (hors ANRU)			3,4			3,0
Autres (qualité de service, maîtrise d'œuvre urbaine et sociale)			7,0			7,0
<b>Total</b>	<b>120 000</b>		<b>450</b>	<b>150 000</b>		<b>500</b>

#### 2.1.2. DEPENSES FISCALES

millions d'euros

Dépenses fiscales principales sur impôts d'Etat	2010	2011	2012
Taux de TVA de 5,5 % sur les travaux d'entretien et d'amélioration	5 200	5 200	5 200
Taux de TVA de 5,5 % sur les opérations de logement social	1 280	1 180	1 180
Taux de TVA de 5,5 % des logements en accession dans les quartiers RU	110	110	110
Crédit d'impôt au titre des intérêts d'emprunt	1 525	1 920	1 825
Déduction des dépenses de grosses réparations et amélioration	880	880	880
Crédit d'impôt pour dépenses d'équipement en faveur des personnes âgées ou handicapées	35	32	30
Ecoprêt à taux zéro (crédit d'impôt pour la performance énergétique des logements anciens)	30	70	100
Crédit d'impôt au prêt à 0 %	920	1 100	1 380
Exonération d'IS des organismes HLM	750	700	700
Déduction dégressive sur les revenus : dispositifs Périssol, Robien, Borloo et Scellier	820	1 097	1 345
Exonérations fiscales (IS, TFPB, taxe professionnelle) pour les entreprises en ZFU	195	200	210
Exonération des intérêts et primes de l'épargne logement	560	560	560
Autres dépenses fiscales recensées	205	161	200
<b>Montant total des dépenses fiscales principales sur impôts d'Etat</b>	<b>12 510</b>	<b>13 210</b>	<b>13 720</b>

Source : projet de loi de finances 2012

## 2.2. FINANCEMENT DU LOCATIF AIDE ET DE LA LOCATION-ACCESSION

### 2.2.1. PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES ET RÉALISATIONS

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
	<i>Nombre de logements</i>								
<b>Logements locatifs neufs ou existants</b>									
<b>Prévisions budgétaires (hors renouvelé urbain) :</b>	<b>75 000</b>	<b>90 000</b>	<b>100 000</b>	<b>117 000</b>	<b>142 000 (1)</b>	<b>150 000</b>	<b>140 000</b>	<b>120 000</b>	<b>120 000</b>
- PLA-I	5 000	5 000	5 000	20 000	20 000	27 500 (2)	27 500 (2)	22 500	22 500
- PLUS	43 000	53 000	58 000	60 000	80 000	65 500 (2)	65 500 (2)	55 500	55 000
- PLS	22 000	22 000	27 000	27 000	32 000	47 000 (3)	43 600 (3)	41 000	} 42 500
- PLS Foncière	5 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	3 400	1 000	
<b>Réalisation :</b>									
<b>Décisions de financement hors ANRU :</b>	<b>70 400</b>	<b>81 100</b>	<b>96 500</b>	<b>99 000</b>	<b>104 500</b>	<b>119 400</b>	<b>131 500</b>	<b>116 100</b>	
- PLA-I	5 700	7 500	7 800	13 700	17 000	21 100	26 800	23 500	
- PLUS	41 800	45 700	51 100	47 200	49 100	57 900	59 000	51 500	
- PLS	20 600	23 700	33 100	33 900	33 300	38 400	45 000	40 900	
- PLS Foncière	2 200	4 200	4 500	4 200	5 100	2 000	700	200	
<b>Décisions de financement de l'ANRU</b>	<b>4 600</b>	<b>5 200</b>	<b>6 600</b>	<b>9 000</b>	<b>12 900</b>	<b>27 900</b>	<b>16 200</b>	<b>18 500</b>	
- PLA-I	300	400	500	700	1 000	3 200	2 400	2 800	
- PLUS	1 500	1 700	2 100	2 900	2 800	7 800	4 800	6 500	
- PLUS-CD	2 800	3 100	4 000	5 400	9 100	16 900	9 000	9 200	
<b>Décisions de financement en PSLA</b>	<b>300</b>	<b>1 000</b>	<b>1 500</b>	<b>2 200</b>	<b>2 600</b>	<b>2 400</b>	<b>3 000</b>	<b>7 100</b>	

Source : Direction de l'Habitat, de l'Urbanisme et des Paysages

(1) Dont un programme exceptionnel de 30 000 VEFA

(2) Dont 7 500 logements dans le cadre du plan de relance 2009-2010

(3) Dont 15 000 PLS à réaliser par des promoteurs privés

### 2.2.2. ACQUISITION ET ACQUISITION-AMELIORATION LOCATIVE AIDEE

Logements acquis avec ou sans travaux d'amélioration avec des prêts locatifs aidés - hors ANRU

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
	<i>Nombre de logements</i>							
Logements financés en PLA I	12 300	11 100	12 500	11 100	4 700	4 500	5 100	3 700
Logements financés en PLUS					8 400	8 100	9 500	7 400
Logements financés en PLS (hors foncière)	3 000	2 700	4 500	6 200	7 800	9 500	16 500	13 500
<b>Total</b>	<b>15 300</b>	<b>13 800</b>	<b>17 000</b>	<b>17 300</b>	<b>20 900</b>	<b>22 100</b>	<b>31 100</b>	<b>24 600</b>
En % de l'ensemble des agréments (neuf et existant)	22%	17%	18%	17%	20%	19%	24%	21%

Source : Direction de l'Habitat, de l'Urbanisme et des Paysages

### 2.2.3. DEMOLITION DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
	<i>Nombre de logements</i>							
Décisions favorables	7 600	14 900	11 100	14 300	19 700	30 700	21 900	17 400
dont ANRU	7 300	11 000	6 100	14 000	14 500	22 000	19 200	16 200

Source : Direction de l'Habitat, de l'Urbanisme et des Paysages et ANRU

## 2.3. FINANCEMENT DE L'ACCESSION

### 2.3.1. PRETS A TAUX ZERO

	2005 (1)	2006	2007	2008	2009	2010	2011 (2)
Nombre de prêts émis	201 000	237 200	245 900	212 200	217 300	287 400	357 000
dont ancien	64 %	66 %	68 %	69 %	67 %	64 %	74 %
dont collectif	28 %	32 %	33 %	33 %	32 %	31 %	34 %
<i>en euros</i>							
Coût moyen opération	130 100	140 900	147 400	146 500	149 200	153 500	171 900
- Individuel neuf	138 700	147 200	153 100	153 300	158 700	166 400	182 900
- Individuel ancien	126 400	137 400	142 700	142 800	145 700	146 100	169 800
- Collectif neuf	151 800	163 200	168 900	167 800	166 000	171 100	199 500
- Collectif ancien	121 200	135 500	143 000	142 000	140 800	144 900	162 000

Source : Société de gestion du FGAS

(1) A compter de 2005, le prêt à 0% permet de financer des opérations dans l'ancien sans travaux.

(2) En 2011, il n'y a pas de plafonds de ressources à l'éligibilité. Les ménages sous plafonds de ressources 2010 représentent 76% des bénéficiaires en 2011.

### 2.3.2. PRETS CONVENTIONNES : EVOLUTION DES PRETS AUTORISES (1)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>ENSEMBLE DES PC (2)</b>							
Nombre de prêts	99 100	98 300	84 300	76 400	88 100	114 800	96 700
dont éligibles à l'APL (3)	47 %	47 %	40 %	41 %	53%	37%	37%
dont neuf	57 %	55 %	52 %	48 %	52 %	56 %	39 %
Montant total (en millions d'euros)	9 300	9 800	8 400	7 500	8 500	11 300	10 000
<b>PC GARANTIS PAR LE FGAS (PAS)</b>							
Nombre de prêts	51 400	63 000	31 500	37 000	52 200	62 400	62 000
En proportion de l'ensemble des PC	52 %	64 %	37 %	48 %	59 %	54 %	64 %
Montant unitaire moyen (en euros)	86 300	91 300	98 000	95 800	95 000	90 400	89 700

Source : Société de gestion du FGAS

(1) Offres émises par les établissements prêteurs.

(2) Y compris P.C. travaux seuls ou économies d'énergie qui n'ouvrent pas droit à l'APL.

(3) Éligibilité lors de l'accord de prêt.

## 2.4. FINANCEMENT DE L'AMELIORATION

### 2.4.1. AIDES DE L'ANAH AUX PROPRIETAIRES BAILLEURS PRIVES

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011 (1)
LOGEMENTS REHABILITES ET CONVENTIONNES A LOYER MAITRISE	24 500	27 700	38 600	33 700	26 000	37 700	29 700	11 100
Dont logements à loyers sociaux et très sociaux	8 800	12 500	14 000	15 000	15 000	17 500	13 900	8 900
Dont logements à loyer intermédiaire	15 700	15 200	24 600	18 700	11 000	20 200	15 800	2 200
Subvention moyenne par logement - € (2)			7 000	10 000	12 000	9 400	9 600	14 300

(1) : changement de régime en 2011 : aides réservées aux situations d'habitat indigne et dégradé

Source : ANAH

(2) : en 2011, 25 200 € pour les logements à loyers très sociaux, 15 500 € pour les loyers sociaux et 6 500 € pour les loyers intermédiaires

### 2.4.2. AIDES DE L'ANAH AUX PROPRIETAIRES OCCUPANTS MODESTES

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Nombre de primes accordées (logements)	58 600	54 400	53 800	58 000	53 700	67 100	53 400	38 600
Montant des primes (en millions d'euros)	131,4	118,5	134,2	153,0	145,7	178,3	146,4	120,3
Montant moyen de la prime (en euros)	2 200	2 200	2 500	2 600	2 700	2 700	2 700	3 100

Source : ANAH

### 2.4.3. PRIMES A L'AMELIORATION DES LOGEMENTS A USAGE LOCATIF ET OCCUPATION SOCIALE (PALULOS)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Logements financés hors petits travaux	58 400	91 700	75 200	78 100	97 700	90 300	51 920	40 200
dont logements financés hors ANRU	35 000	57 600	47 900	54 300	50 100	12 700	5 450	1 200
Montant total des primes (en millions d'euros)	128,6	151,2	110,5	-	-	-	168,3	-
dont primes hors ANRU (en millions d'euros)	47,8	77,3	45,8	51,1	66,9	9,4	15,8	-
Montant moyen de la prime (en euros)	2 200	1 600	1 500	-	-	-	3 200	-

Source : Direction de l'Habitat, de l'Urbanisme et des Paysages

2009-2011 : décret n°2009-747 du 22 juin 2009  
 2012-2014 : décret n°2012-353 du 12 mars 2012

14

			Enveloppes minimales						Enveloppes maximales					
			2009	2010	2011	2012	2013	2014	2009	2010	2011	2012	2013	2014
R. 313-19-1	I	Pass foncier	400	600	700				900	1 000	900			
	II	Prêts accession	300	200		425	425	425				530	530	530
	III	Prêts travaux	0	0	0	215	215	215	200	200	200	260	260	260
	IV à VII	Autres aides en faveur des personnes physiques	343	314	285	240	235	210	378	346	315	300	290	260
R. 313-19-2	I et II	Dotations en fonds propres et quasi fonds propres	90	135	135				110	165	165			
	III	Subvention 1% relance	285	285	285				315	315	315			
	I et III	Dotations en fonds propres et subventions au logement social				220	220	220				275	275	275
	II et III bis	Dotations en quasi fonds propres et prêts in fine au logement social				330	330	330				410	410	410
	<i>I à III bis</i>		375	420	420	550	550	550	425	480	480	685	685	685
	IV et V	Prêts au logement social et intermédiaire	270	270	270	245	245	245	330	330	330	245	245	245
	VI	Préfinancements	90	90	90				110	110	110	60	60	60
	VII	Subventions en faveur de l'AFL	400	200	0	0	0	0	500	250	0	0	0	0
VIII	Prêts en faveur de l'AFL		200	400	0	0	0		250	500	300	200	100	
R. 313-19-3	I	Structures collectives	135	135	135	90	90	90	165	165	165	110	110	110
	II	Aides en faveur du traitement des logements indignes	27	45	90	0	0	0	33	55	110	0	0	0
	III et V	Aides à caractère social	36	36	36	25	25	25	44	44	44	30	30	30
	IV	Financement de l'APAGL	10	9	9	9	9	9	12	11	11	11	11	11
	VI	Actions dans des territoires spécifiques	27	27	27	21	21	21	33	33	33	26	26	26
R. 313-19-4	I	Financement du PNRU	770	770	770	810	780	950	770	770	770	810	780	950
R. 313-19-5	II	Financement de l'ANAH	480	480	480	390	320		480	480	480	390	320	
R. 313-19-5	I	Financement du PNRQAD	10	45	95				10	45	95			
R. 313-19-6	I	Financement de l'ANIL et des ADIL	9	9	9	9	9	9	11	11	11	11	11	11
	II	Financement de structures dédiées	1	1	1				1	1	1			
R. 313-19-7		Financement de la GRL	32	63	90	0	0	0	39	77	110	160	160	160
R. 313-19-8		Accès au logement des jeunes	-	-	-	21	21	21	-	-	-	26	26	26

## 2.5.2. RESSOURCES ET EMPLOIS

Source ANPEEC - Données relatives aux collecteurs, provisoires en 2011

Millions d'euros

	2008		2009		2010		2011	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
<b>Collecte totale</b>	<b>1 492</b>	<b>37%</b>	<b>1 568</b>	<b>37%</b>	<b>1 533</b>	<b>38%</b>	<b>1 569</b>	<b>44%</b>
<b>Remboursements de prêts :</b>	<b>2 531</b>	<b>63%</b>	<b>2 614</b>	<b>62%</b>	<b>2 350</b>	<b>59%</b>	<b>2 027</b>	<b>56%</b>
- personnes morales	649	16%	763	18%	700	17%	653	18%
- personnes physiques	1 882	47%	1 852	44%	1 650	41%	1 374	38%
<b>Autres</b>	<b>11</b>	<b>0%</b>	<b>14</b>	<b>0%</b>	<b>117</b>	<b>3%</b>	<b>0</b>	<b>0%</b>
<b>TOTAL RESSOURCES</b>	<b>4 034</b>	<b>100%</b>	<b>4 196</b>	<b>100%</b>	<b>4 000</b>	<b>100%</b>	<b>3 596</b>	<b>100%</b>
<b>Concours aux personnes morales (dont HLM-SEM)</b>	<b>872</b>	<b>23%</b>	<b>1 086</b>	<b>26%</b>	<b>1 084</b>	<b>26%</b>	<b>914</b>	<b>25%</b>
- Prêts	636	17%	802	20%	544	13%	520	14%
- Subventions	186	5%	233	6%	418	10%	315	9%
- Souscription de titres	50	1%	51	1%	122	3%	79	2%
<b>Concours aux personnes physiques :</b>	<b>1 988</b>	<b>53%</b>	<b>1 395</b>	<b>34%</b>	<b>1 354</b>	<b>33%</b>	<b>1 088</b>	<b>30%</b>
- Prêts	1 881	50%	1 295	31%	1 260	30%	1 037	29%
- Subventions	106	3%	101	2%	95	2%	51	1%
<b>Concours politiques nationales :</b>	<b>922</b>	<b>24%</b>	<b>1 632</b>	<b>40%</b>	<b>1 722</b>	<b>41%</b>	<b>1 601</b>	<b>44%</b>
- Subventions nettes (*voir le détail ci-dessous)	922	24%	1 632	40%	1 471	35%	1 201	33%
- Prêts à l'association Foncière Logement (AFL)	0		0		250	6%	400	11%
<b>TOTAL EMPLOIS</b>	<b>3 781</b>	<b>100%</b>	<b>4 113</b>	<b>100%</b>	<b>4 160</b>	<b>100%</b>	<b>3 603</b>	<b>100%</b>
Flux nets liés à la gestion courante	-14		-66		-91			
<b>FLUX NETS</b>	<b>239</b>		<b>17</b>		<b>-251</b>		<b>-7</b>	

	Montants prélevés auprès des collecteurs		Montants versés par l'UESL (2)	
	2009	2010	2009	2010
<b>(*) Subventions nettes politiques nationales</b>	<b>1 632</b>	<b>1 471</b>	<b>1 894</b>	<b>2 036</b>
- Financement de l'AFL	381	253	750	350
- Financement ANRU(1), ANAH, ANIL	1 041	1 191	1 125	1 635
- Autres (GRL, interventions sociales,...)	210	28	19	52

(1) PNRU, PNRQAD et bonification prêts CDC

(2) La contribution totale versée par l'UESL au titre des politiques nationales est de 2 036 M€ en 2010 : 1 471 M€ appelés auprès des collecteurs en 2010 et 565 M€ sur les prélèvements des années antérieures.

### Concours aux personnes physiques (1)

Source : ANPEEC

	Nombres			
	2008	2009	2010	2011
LOCA-PASS dépôt de garantie	417 200	402 000	311 000	205 300
LOCA-PASS garantie de loyers et charges (2)	305 800	271 200	156 100	149 100
PASS-TRAVAUX (3)	173 950	-	-	-
SECURI-PASS	550	580	470	440
MOBILI-PASS	50 450	44 700	41 200	24 100
Prêts accession	35 700	43 600	28 400	36 600
PASS-FONCIER	230	3 500	15 500	5 700
<b>Total</b>	<b>983 880</b>	<b>765 580</b>	<b>552 670</b>	<b>421 240</b>

(1) Ce tableau détaille une partie des aides qui figurent dans les emplois "Concours aux personnes physiques".

(2) A partir de 2010, l'aide LOCA-PASS garantie de loyers et charges n'est destinée qu'aux locataires du parc conventionné.

(3) La distribution des prêts PASS TRAVAUX a été suspendue au 1er janvier 2009 compte-tenu des engagements supplémentaires imposés par l'Etat au titre de l'ANRU et de l'ANAH.

### Réservations locatives des CIL et CCI par type de bailleur détenteur du logement

Source ANPEEC

Nombre de logements	Stock à fin 2010		Flux en 2010 (*)	
		%		%
SA d'HLM	413 000	59,0%	29 300	67,5%
OPH	151 900	21,7%	11 000	25,3%
SEM	37 100	5,3%	1 600	3,7%
Coopératives HLM	3 500	0,5%	600	1,4%
Associations	7 000	1,0%	100	0,2%
Sociétés civiles immobilières	16 800	2,4%	100	0,2%
Autres sociétés immobilières	37 800	5,4%	600	1,4%
Autres structures juridiques	31 500	4,5%	100	0,2%
Particuliers bailleurs	1 400	0,2%		
<b>Total</b>	<b>700 000</b>	<b>100,0%</b>	<b>43 400</b>	<b>100,0%</b>

(\*) Ces nombres sont à mettre en regard avec les concours aux personnes morales du tableau ressources-emplois

## 2.6. AIDES A LA PERSONNE : BENEFICIAIRES ET FINANCEMENT

### 2.6.1. NOMBRE DE MENAGES BENEFICIAIRES SELON LE STATUT D'OCCUPATION

milliers de bénéficiaires au mois de juillet

	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Locataires hors foyers</b>					
Aide personnalisée au logement	2 078	2 095	2 154	2 145	2 151
Allocation logement	2 716	2 747	2 883	2 846	2 864
<b>Total locataires hors foyers</b>	<b>4 794</b>	<b>4 842</b>	<b>5 037</b>	<b>4 991</b>	<b>5 015</b>
<i>En proportion des ménages locataires</i>	41,8%	41,9%	43,3%	42,5%	42,8%
<b>Propriétaires accédants</b>					
Aide personnalisée au logement	223	197	186	167	163
Allocation logement	378	386	403	389	387
<b>Total propriétaires accédants</b>	<b>601</b>	<b>583</b>	<b>589</b>	<b>556</b>	<b>550</b>
<i>En proportion des ménages accédants</i>	11,6%	11,3%	11,5%	10,8%	10,7%
<b>Propriétaires non accédants</b>	<b>12</b>	<b>11</b>	<b>11</b>	<b>9</b>	<b>8</b>
<b>Locataires en foyer</b>	<b>551</b>	<b>549</b>	<b>549</b>	<b>541</b>	<b>541</b>
<b>ENSEMBLE DES ALLOCATAIRES</b>	<b>5 958</b>	<b>5 985</b>	<b>6 186</b>	<b>6 097</b>	<b>6 114</b>

Source : Comptes du Logement

### 2.6.2. MONTANT DES AIDES VERSEES AUX MENAGES BENEFICIAIRES

millions d'euros

	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Locataires hors foyers</b>	<b>12 046</b>	<b>12 226</b>	<b>13 133</b>	<b>13 515</b>	<b>13 837</b>
<b>Propriétaires</b>	<b>1 105</b>	<b>1 015</b>	<b>1 019</b>	<b>997</b>	<b>947</b>
<b>Locataires en foyers</b>	<b>985</b>	<b>994</b>	<b>1 039</b>	<b>1 094</b>	<b>1 137</b>
<b>ENSEMBLE DES ALLOCATAIRES</b>	<b>14 136</b>	<b>14 235</b>	<b>15 191</b>	<b>15 606</b>	<b>15 921</b>

Source : Comptes du Logement

### 2.6.3. FINANCEMENT DES AIDES A LA PERSONNE

millions d'euros

	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Aides versées aux bénéficiaires</b>	<b>14 136</b>	<b>14 235</b>	<b>15 191</b>	<b>15 606</b>	<b>15 921</b>
Primes de déménagement	6	7	7	7	7
Frais de gestion des aides personnelles	211	211	226	231	236
<b>Montant total des versements</b>	<b>14 353</b>	<b>14 453</b>	<b>15 424</b>	<b>15 844</b>	<b>16 164</b>
<b>Financement en % du montant total :</b>	<b>988,2%</b>	<b>1150,8%</b>	<b>1219,6%</b>	<b>1194,2%</b>	<b>100,0%</b>
Contribution de l'Etat	36,7%	34,5%	32,8%	32,9%	33,0%
Contribution des régimes sociaux	50,1%	50,0%	50,5%	50,9%	51,1%
Contribution des employeurs	901,4%	1066,4%	1136,3%	1110,4%	15,9%

Source : Comptes du Logement

## 2.7. AIDES PUBLIQUES AU LOGEMENT : COMPLEMENTS

### 2.7.1. Répartition des avantages conférés par filière et forme de distribution en 2010

(pour les résidences principales)

milliards d'euros

	Propriétaires occupants	HLM	Autres bailleurs	Ensemble
Aides à la personne	1,0	5,8	8,3	15,1
Aides à la pierre et fiscales	12,3	7,0	4,9	24,2
Total	13,2	12,8	13,2	39,3
<i>En proportion</i>	34%	33%	34%	100%

Source : Comptes du Logement, chiifrage USH / DEEF



## 2.7.2. ELIGIBILITE DES MENAGES AU SECTEUR LOCATIF SOCIAL AU 1er JUIN 2009 (valable pour 2012)

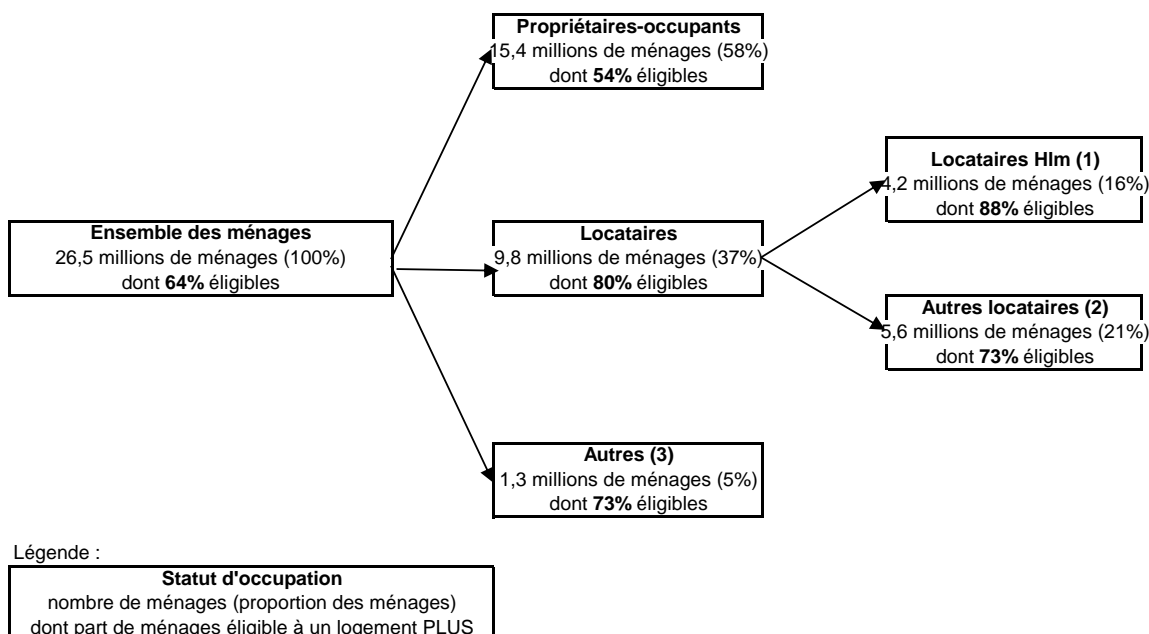
Niveau de revenu	Ensemble des ménages		Ensemble des ménages propriétaires		Ensemble des autres locataires et ménages non propriétaires		Rémunération mensuelle nette au plafond de ressources en 2012 (en province, zone 2 et B)	
	Ensemble des ménages	Ensemble des ménages propriétaires	Ensemble des ménages non propriétaires	Ensemble des locataires Hlm (1) (2)	Ensemble des autres locataires et ménages non propriétaires	Personne seule	Ménage avec 2 enfants	
Sous le revenu d'exclusion des aides à la personne en locatif	27%	17%	17%	40%	49%	35%		
Sous les plafonds PLAI	30%	18%	20%	44%	54%	38%	990	1 930
<b>Sous les plafonds PLUS</b>	<b>64%</b>	<b>33%</b>	<b>54%</b>	<b>79%</b>	<b>88%</b>	<b>73%</b>	1 800	3 490
Sous les plafonds PLUS+20%	76%	37%	67%	88%	94%	83%	2 160	4 180
Sous les plafonds PLS	80%	38%	72%	90%	96%	87%	2 340	4 530
Sous les plafonds PLI	87%	40%	81%	95%	98%	93%	2 520	4 880
Sous le double des plafonds PLUS	94%	41%	92%	98%	100%	97%	3 600	6 980
Ensemble	100%	42%	100%	100%	100%	100%	(pour mémoire le SMIC mensuel vaut approx. 1 100 € net, pour l'année de référence)	
Ensemble (nombre total de ménages en millions)	26,5	11,1	15,4	11,1	4,2	6,9		

Source : Calculs USH/DEEF sur données de l'enquête nationale Logement 2006, France entière, hors étudiants

(1) et de logements conventionnés des SEM

(2) le parc HLM comprend principalement, mais pas exclusivement, des logements qui relèvent des plafonds de ressources PLUS

## 2.7.3. ELIGIBILITE DES MENAGES A UN LOGEMENT PLUS AU 1er JUIN 2009 - schéma simplifié (valable pour 2012)



Source : Calculs USH/DEEF sur données de l'enquête nationale Logement 2006, France entière, hors étudiants

(1) locataires de logements appartenant à des organismes Hlm ou de logements conventionnés des SEM

(2) locataires d'autres logements loués libres, appartenant à d'autres bailleurs publics, à des bailleurs privés, ou aux loyers régulés par la loi de 1948

(3) sous locataires, locataires en meublé, garni, fermiers, métayers, logés à titre gratuit

### 3. PRODUCTION ET AMELIORATION DE LOGEMENTS

#### 3.1. CONSTRUCTION NEUVE

Nombre de logements : base Sitadel jusqu'en 2008 et Sit@del2 à partir de 2009

	2006	2007	2008	2009 *	2010	2011
<b>LOGEMENTS AUTORISES</b>	<b>574 500</b>	<b>567 700</b>	<b>483 500</b>	<b>394 000</b>	<b>453 600</b>	<b>534 800</b>
dont construction sur bâtiment existant				49 000	58 000	68 900
Logements ordinaires						
- individuels	283 700	276 700	238 500	206 200	240 500	253 500
dont individuels purs	209 600	205 100	169 600	137 700	167 400	173 400
individuels groupés	74 100	71 600	68 900	68 500	73 100	80 100
- collectifs	263 400	261 200	213 900	154 300	180 400	247 700
Logements en résidence	27 400	29 800	31 100	33 500	32 700	33 600
<b>LOGEMENTS COMMENCES</b>	<b>433 900</b>	<b>465 800</b>	<b>400 100</b>	<b>334 400</b>	<b>346 000</b>	<b>421 300</b>
dont construction sur bâtiment existant				34 500	36 280	42 750
Logements ordinaires						
- Individuels	237 500	242 900	211 900	177 900	180 900	202 300
dont individuels purs	185 600	190 800	163 600	134 500	127 700	145 200
individuels groupés	51 900	52 100	48 300	43 400	53 200	57 100
- collectifs	176 900	200 500	169 600	138 200	144 000	192 700
Logements en résidence	19 500	22 400	18 600	18 300	21 100	26 300

Source : DAEI/SOeS

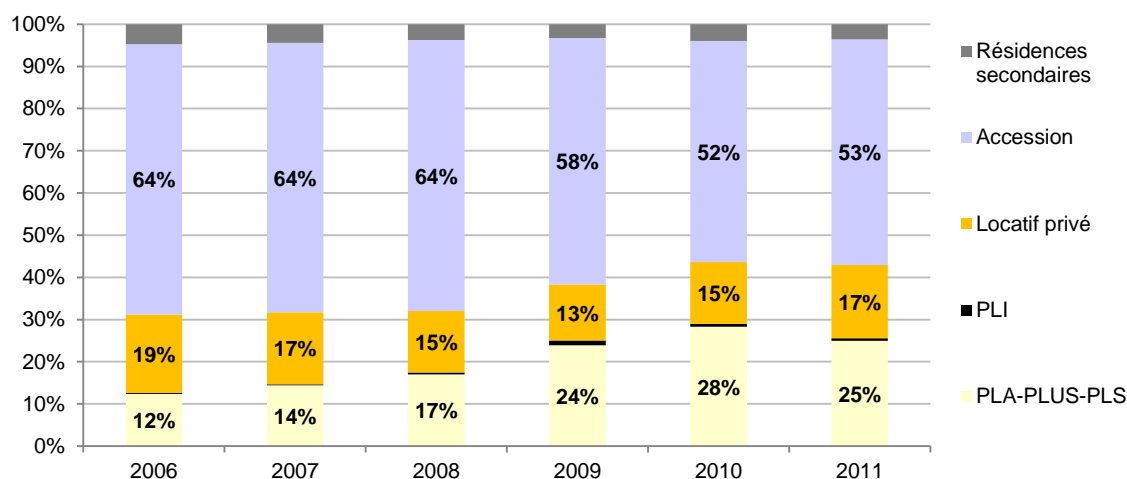
\* Depuis avril 2009, les permis de construire et les mises en chantier sont recensés dans une nouvelle base de données, nommée Sit@del2, qui inclut les données sur bâtiments existants.

#### 3.1.1. EVOLUTION DES MISES EN CHANTIER PAR SECTEUR DE FINANCEMENT

##### Mises en chantier (définition Sit@del 2) selon la destination

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>TOTAL</b>	<b>460 100</b>	<b>465 800</b>	<b>400 100</b>	<b>334 400</b>	<b>346 000</b>	<b>421 300</b>
dont						
<b>Locatif :</b>	<b>143 500</b>	<b>147 800</b>	<b>128 100</b>	<b>128 000</b>	<b>150 900</b>	<b>180 900</b>
- social (PLA, PLUS, PLS)	57 000	67 000	68 000	80 000	98 000	105 000
- intermédiaire (PLI)	1 100	1 100	1 700	3 700	2 300	2 800
- privé (autres)	85 500	79 700	58 400	44 300	50 600	73 100
<b>Accession</b>	<b>294 800</b>	<b>297 400</b>	<b>256 900</b>	<b>195 500</b>	<b>181 500</b>	<b>225 300</b>
- dont prêt à 0 %	83 000	79 000	70 900	61 300	96 600	97 800
<b>Résidences secondaires</b>	<b>21 800</b>	<b>20 600</b>	<b>15 100</b>	<b>10 900</b>	<b>13 600</b>	<b>15 100</b>

Nombre de logements : Modèle Fanie, AEREL à partir de Sit@del 2

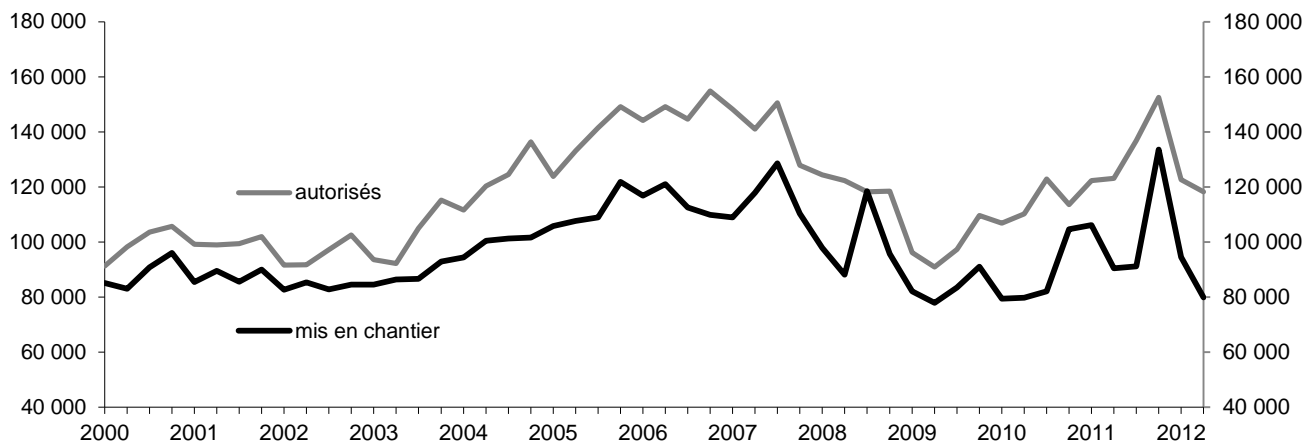


### 3.1.2. EVOLUTION GLOBALE DE LA CONSTRUCTION NEUVE

Source : SOeS - Base SIT@DEL2 en date de prise en compte

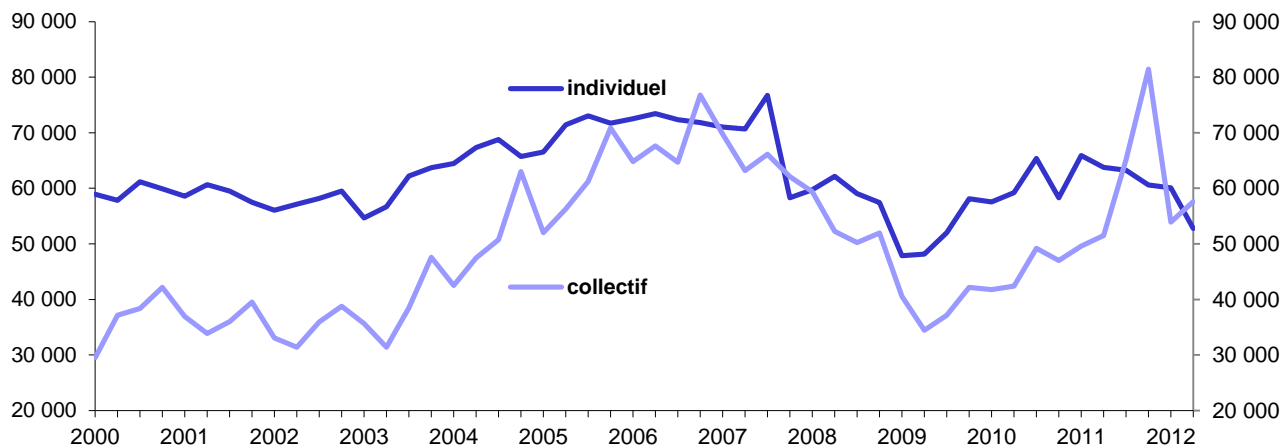
#### AUTORISATIONS ET MISES EN CHANTIER

Nombre de logements, données trimestrielles



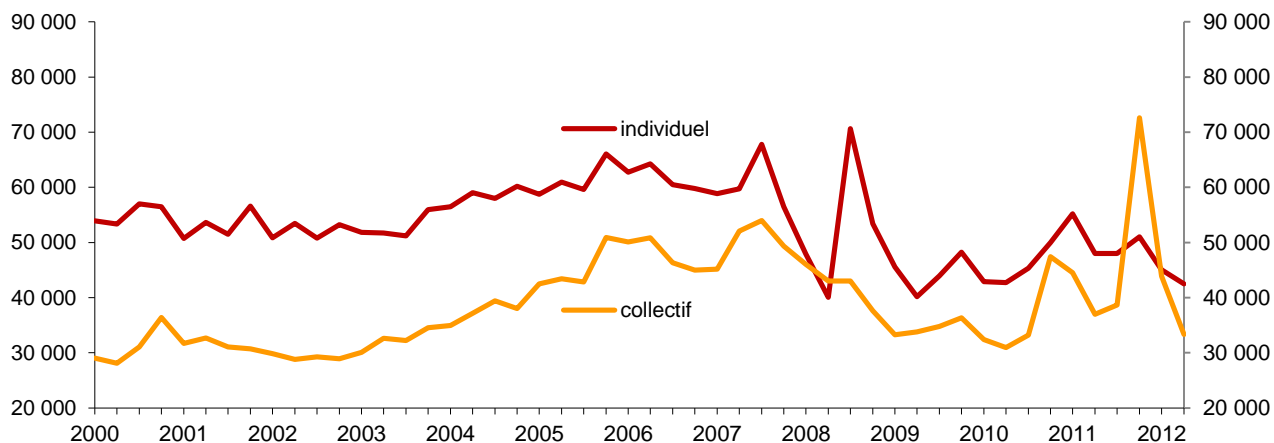
#### AUTORISATIONS PAR TYPE DE CONSTRUCTION

Nombre de logements, données trimestrielles



#### MISES EN CHANTIER PAR TYPE DE CONSTRUCTION

Nombre de logements, données trimestrielles



### 3.1.3. CONSTRUCTION NEUVE ET ACQUISITION-REHABILITATION : MAITRISE D'OUVRAGE HLM

#### LOGEMENTS LOCATIFS NEUFS ET LOGEMENTS FOYERS

logements commencés (y compris acquisitions en VEFA), activité dans le périmètre ANRU et dans les Dom

	Logements neufs				Foyers		
	Offices	ESH	Coopératives	Total	Offices	ESH	Total
2006	18 700	25 400	900	45 000	2 300	5 000	7 300
2007	23 100	29 100	1 100	53 300	2 500	4 100	6 600
2008	23 100	30 600	900	54 600	2 700	4 400	7 100
2009	31 900	43 900	1 400	77 200	1 800	6 300	8 100
2010	27 500	41 000	1 300	69 800	2 400	7 900	10 300
2011	30 100	41 200	1 300	72 600	2 600	7 100	9 700

Source : Statistiques d'activité des Fédérations

#### LOCATIF ACQUIS AVEC OU SANS TRAVAUX D'AMELIORATION

logements acquis, hors logements foyers (DOM inclus)

	Logements acquis et améliorés			Acquisitions nettes de cessions (1)			
	Offices	ESH	Total (2)	Offices	ESH	Coopératives	Total
2006	4 400	4 400	8 900	28 800	3 900	1 300	34 000
2007	4 200	6 800	11 100	3 300	4 400	100	7 800
2008	4 200	6 800	11 100	4 500	2 600	0	7 100
2009	6 100	8 100	14 300	7 500	4 100	0	11 600
2010	5 900	4 000	10 000	27 800	3 900	0	31 700
2011	4 000	4 400	8 500	9 800	-400	0	9 400

Source : Statistiques d'activité des Fédérations

(1) Solde des achats et des ventes en bloc à des organismes HLM (hors mutations au sein de la même famille), à des SEM ou à des propriétaires privés. (hors VEFA et acquisitions-améliorations)

(2) En additionnant la production des coopératives HLM (<100 unités)

### 3.1.4. ACCESSION A LA PROPRIETE (location-accession incluse) : MAITRISE D'OUVRAGE HLM

nombre de logements

	Offices	ESH	Coopératives	SACI-CIF/ SACICAP- PROCIVIS à partir de 2008	Total
	(1)	(1)			

Ventes en secteur groupé

2006	530	1 450	2 120	3 900	8 000
2007	290	1 240	2 420	3 900	7 850
2008	550	1 380	2 280	3 510	7 720
2009	540	1 530	2 450	3 930	8 450
2010	1 030	2 830	3 290	4 280	11 430
2011	1 020	1 940	2 710	3 400	9 070

Ventes en secteur diffus

2006	20	330	1 300	4 720	6 370
2007	10	270	1 160	4 460	5 900
2008	10	140	990	2 860	4 000
2009	10	200	1 000	2 860	4 070
2010	10	250	1 140	3 390	4 790
2011	10	170	910	3 110	4 200

TOTAL ventes (groupé et diffus)

2006	550	1 780	3 420	8 620	14 370
2007	300	1 510	3 580	8 360	13 750
2008	560	1 520	3 270	6 370	11 720
2009	550	1 730	3 450	6 790	12 520
2010	1 040	3 080	4 430	7 670	16 220
2011	1 030	2 110	3 620	6 510	13 270

(1) Activité en direct ou en SCI

Source : Statistiques d'activité des Fédérations

### 3.2. HABITAT EXISTANT

#### INTERVENTION DE L'AGENCE NATIONALE DE L'HABITAT EN 2011

	Logements aidés	Subventions (M€)
<b>Propriétaires occupants</b>	<b>38 600</b>	<b>120,2</b>
dont propriétaires très modestes	20 700	71,8

Source : ANAH

	Logements aidés	Subventions (M€)
Loyer libre	600	1,7
Loyer intermédiaire	2 200	14,2
Loyer social	7 200	111,3
Loyer très social	1 700	43,9
<b>Propriétaires bailleurs</b>	<b>11 700</b>	<b>171,1</b>

	Logements aidés	Subventions (M€)
<b>Syndicats de copropriétaires</b>	<b>22 300</b>	<b>56,6</b>

Source : ANAH

	Nombre de programmes	Logements aidés	Subventions (M€)
OPAH	205	6 900	39,9
OPAH-RR	76	2 500	14,7
OPAH-RU	90	3 400	37,4
PIG + PST + MOUS	227	10 900	82,1
OPAH Copropriété + Plans de sauvegarde	111	17 600	45,9
<b>Programmes locaux d'amélioration de l'habitat</b>	<b>709</b>	<b>41 300</b>	<b>220,0</b>

Source : ANAH

## 4. MARCHE DU CREDIT ET DU LOGEMENT

### 4.1. CREDITS A L'HABITAT DISTRIBUES AUX MENAGES

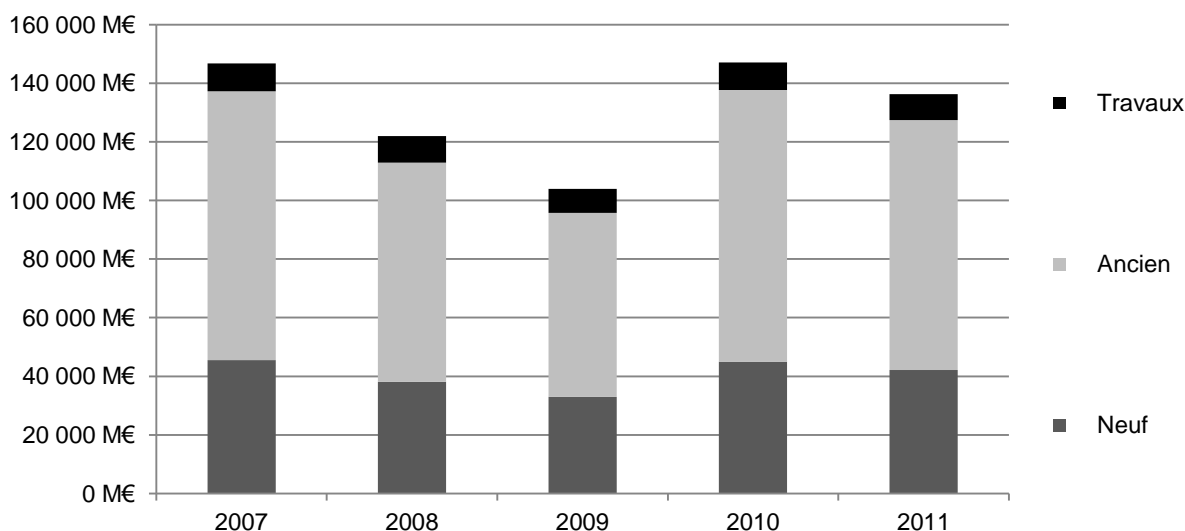
#### 4.1.1. CREDITS MIS EN FORCE ACCORDES AUX MENAGES

Crédits mis en force : montant total prêté affecté à la date du 1er versement quel que soit le rythme prévu pour les versements.  
Ces données incluent les renégociations de prêt.

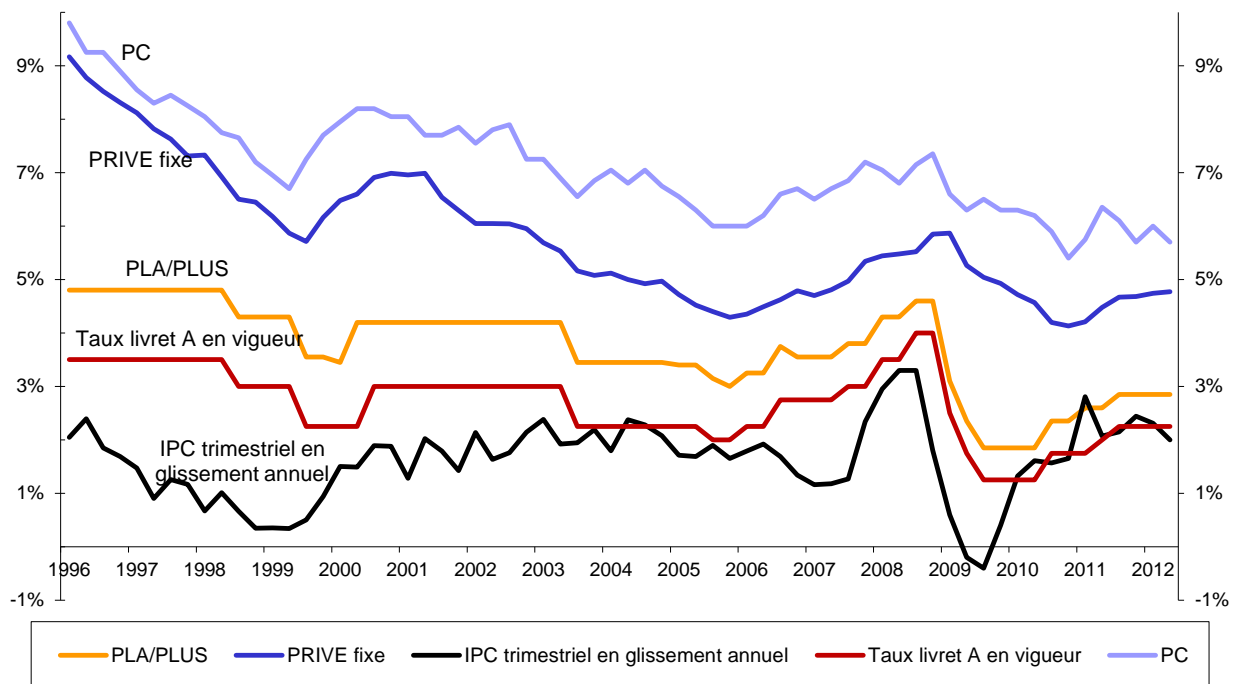
millions d'euros

	2007	2008	2009	2010	2011	08 / 07	09 / 08	10 / 09	11 / 10
<b>1. CREDITS</b>									
Prêts non aidés	143 070	118 500	99 850	141 260	128 810	-17%	-16%	41%	-9%
<i>dont : prêts conventionnés</i>	8 170	7 500	6 510	7 730	7 910	-8%	-13%	19%	2%
<i>prêts d'épargne logement</i>	2 200	3 670	2 910	1 510	1 300	67%	-21%	-48%	-14%
<i>prêts libres</i>	132 700	96 470	80 720	118 340	107 200	-27%	-16%	47%	-9%
Prêts aidés : prêt à 0%	3 720	3 510	4 060	5 810	7 440	-6%	16%	43%	28%
<b>TOTAL</b>	<b>146 790</b>	<b>122 010</b>	<b>103 910</b>	<b>147 070</b>	<b>136 250</b>	<b>-17%</b>	<b>-15%</b>	<b>42%</b>	<b>-7%</b>
<b>2. RESEAUX</b>									
Etablissements spécialisés	19 970	16 510	16 070	18 450	15 940	-17%	-3%	15%	-14%
Etablissements non spécialisés	126 820	105 500	87 840	128 620	120 310	-17%	-17%	46%	-6%
<b>TOTAL</b>	<b>146 790</b>	<b>122 010</b>	<b>103 910</b>	<b>147 070</b>	<b>136 250</b>	<b>-17%</b>	<b>-15%</b>	<b>42%</b>	<b>-7%</b>
<b>3. MARCHES</b>									
Neuf	45 560	38 110	32 910	44 980	42 100	-16%	-14%	37%	-6%
Ancien	91 680	74 830	62 790	92 760	85 320	-18%	-16%	48%	-8%
Travaux	9 550	9 070	8 210	9 340	8 830	-5%	-9%	14%	-5%
<b>TOTAL</b>	<b>146 790</b>	<b>122 010</b>	<b>103 910</b>	<b>147 080</b>	<b>136 250</b>	<b>-17%</b>	<b>-15%</b>	<b>42%</b>	<b>-7%</b>

Source et réalisation : SGFGAS et Pôle Logement de la Banque de France



#### 4.1.2. EVOLUTION DES TAUX DES PRETS AU LOGEMENT



PRIVE : Taux moyen effectif global des prêts immobiliers aux particuliers (toutes durées et hors prêts aidés et P.C.).

Enquête trimestrielle de la Banque de France.

P.C. : Taux nominal maximum des P.C. de 16 à 20 ans (dernier mois du trimestre).

PLA/PLUS : PLA ordinaire jusqu'en 1999, PLUS à partir de 2000.

Taux d'intérêt en %	2009				2010				2011				2012	
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2
Taux moyen des crédits immobiliers aux particuliers -Taux fixe	5,87	5,26	5,04	4,93	4,72	4,57	4,20	4,13	4,21	4,48	4,67	4,68	4,74	4,77
Taux moyen des crédits immobiliers aux particuliers -Taux variable	5,95	5,27	4,59	4,44	4,29	4,01	3,79	3,72	3,76	4,00	4,21	4,37	4,41	4,36
Taux fixe maximum des prêts conventionnés (20 ans)	6,60	6,30	6,50	6,30	6,30	6,20	5,90	5,40	5,75	6,35	6,10	5,70	6,00	5,70
Taux actuariel du PLUS	3,10	2,35	1,85	1,85	1,85	1,85	2,35	2,35	2,60	2,60	2,85	2,85	2,85	2,85
Taux livret A	2,50	1,75	1,25	1,25	1,25	1,25	1,75	1,75	2,00	2,00	2,25	2,25	2,25	2,25

Source : Banque de France et Société de gestion du FGAS

## 4.2. COMMERCIALISATION DES LOGEMENTS NEUFS

### 4.2.1. MAISONS INDIVIDUELLES NEUVES DANS LE SECTEUR GROUPE

	année 2010	année 2011	1er trim. 2011	2e trim. 2011	3e trim. 2011	4e trim. 2011	1er trim. 2012	2e trim. 2012
<b>Logements mis en vente</b>	12 900	11 900	2 900	2 700	3 100	3 200	3 000	2 600
<b>Logements vendus</b>	12 800	10 000	2 400	2 400	2 600	2 800	2 100	1 900
<b>Stock de logements disponibles</b>	8 800	8 500	8 900	8 800	8 600	8 500	9 200	9 400
<b>Prix de vente par lot</b> (en milliers d'euros)	239,5	247,5	250,9	250,6	247,8	239,7	259,3	251,1
<b>Délai d'écoulement des stocks</b> (en mois de vente)	8,6	10,3	10,1	10,8	10,2	9,6	11,1	13,8

Source : SOeS - Enquête sur la commercialisation des logements neufs

### 4.2.2. APPARTEMENTS NEUFS

	année 2010	année 2011	1er trim. 2011	2e trim. 2011	3e trim. 2011	4e trim. 2011	1er trim. 2012	2e trim. 2012
<b>Logements mis en vente</b>	97 600	110 200	26 400	28 200	29 100	26 500	27 000	23 500
<b>Logements vendus</b>	102 700	94 600	20 500	21 600	24 700	27 800	18 000	18 700
<b>Stock de logements disponibles</b>	50 700	63 400	55 300	61 500	65 400	63 400	71 900	75 900
<b>Prix de vente au m<sup>2</sup></b> (en euros)	3 571	3 773	3 764	3 831	3 785	3 747	3 875	3 910
<b>Délai d'écoulement des stocks</b> (en mois de vente)	6,5	7,9	7,2	8,7	8,4	7,2	9,3	12,3

Source : SOeS - Enquête sur la commercialisation des logements neufs

## 4.3. INDICE DES PRIX DES LOGEMENTS ANCIENS

Evolution de l'indice CVS en glissement annuel (en %)

	Indice du 4ème trimestre						1er trim. 2012*	2e trim. 2012*
	2006	2007	2008	2009	2010	2011		
<b>France (ensemble)</b>	10,0	5,5	-3,9	-4,2	7,6	3,9	2,0	-0,4
<b>Ile-de-France</b>								
Paris - appartements	9,6	10,5	2,0	-3,8	17,9	14,7	7,2	1,8
Ile-de-France - appartements	10,4	6,9	-1,4	-4,0	11,8	9,0	7,3	1,5
Ile-de-France - maisons	10,9	4,7	-2,3	-4,2	7,4	5,1	3,1	0,2
<b>Province</b>								
Ensemble	9,8	4,5	-4,8	-3,8	5,6	1,6	0,6	-0,9
Appartements	10,7	4,2	-3,8	-2,8	6,0	2,6	1,7	0,1
Maisons	9,4	4,7	-5,3	-4,1	5,4	1,2	0,0	-1,4

\* Provisoire

Source : INSEE



## 5. LES CARACTERISTIQUES DU PARC DE LOGEMENTS

### 5.1. EVOLUTION DU PARC DE LOGEMENTS DE 1984 A 2011 (Enquêtes Logement INSEE et estimation USH)

(hors DOM, hors foyers)

	Octobre 1984		Octobre 1988		Décembre 1996		Janvier 2002		mi-2006		fin 2011	
	milliers	%	milliers	%	milliers	%	milliers	%	milliers	%	milliers	%
Résidences principales	20 364	82,9	21 256	82,7	23 286	82,5	24 525	83,2	26 280	84,1	27 708	83,4
Logements vacants (1)	1 919	7,8	2 156	8,4	2 231	7,9	2 008	6,8	1 850	5,9	2 370	7,1
Logements occasionnels (1)	2 293	9,3	2 297	8,9	252	0,9	294	1,0	230	1,0	3 151	9,5
Résidences secondaires (1)					2 452	8,7	2 667	9,0	2 900	9,0		
<b>Tous logements</b>	<b>24 576</b>	<b>100,0</b>	<b>25 709</b>	<b>100,0</b>	<b>28 221</b>	<b>100,0</b>	<b>29 495</b>	<b>100,0</b>	<b>31 260</b>	<b>100,0</b>	<b>33 228</b>	<b>100,0</b>

Source : INSEE, enquêtes Logement, France métropolitaine

(1) La catégorie des logements occasionnels a été introduite au recensement de 1990. Ceci rend difficiles les comparaisons intertemporelles, d'autant plus que les distinctions entre logements vacants, secondaires et occasionnels ne sont pas toujours aisées.

### 5.2. RESIDENCES PRINCIPALES SELON LE STATUT D'OCCUPATION DE 1984 A 2011

(hors DOM, hors logements-foyers)

	Octobre 1984		Octobre 1988		Décembre 1996		Janvier 2002		mi-2006		fin 2011	
	milliers	%	milliers	%	milliers	%	milliers	%	milliers	%	milliers	%
<b>Propriétaires :</b>	<b>10 323</b>	<b>50,7</b>	<b>11 386</b>	<b>53,6</b>	<b>12 645</b>	<b>54,3</b>	<b>13 724</b>	<b>56,0</b>	<b>15 030</b>	<b>57,2</b>	<b>16 193</b>	<b>58,4</b>
- sans emprunt en cours	5 360	26,3	5 829	27,4	7 465	32,1	8 581	35,0	9 890	37,6	11 331	40,9
- accédants	4 963	24,4	5 557	26,1	5 180	22,2	5 142	21,0	5 140	19,6	5 139	18,5
<b>Locataires d'un local loué vide :</b>	<b>7 932</b>	<b>39,0</b>	<b>7 914</b>	<b>37,2</b>	<b>8 877</b>	<b>38,1</b>	<b>9 306</b>	<b>37,9</b>	<b>9 856</b>	<b>37,5</b>	<b>9 856</b>	<b>35,6</b>
- HLM (1)	2 978	14,6	3 189	15,0	3 657	15,7	3 832	15,6	4 126	15,7	4 142	14,9
- autre logement social	384	1,9	433	2,0	434	1,9	399	1,6	361	1,4	330	1,2
- loi de 1948	708	3,5	523	2,5	337	1,4	246	1,0	263	1,0	200	0,7
- secteur libre	3 862	19,0	3 769	17,7	4 449	19,1	4 830	19,7	5 106	19,4	5 567	20,1
<b>Autres statuts</b>	<b>2 109</b>	<b>10,4</b>	<b>1 957</b>	<b>9,2</b>	<b>1 764</b>	<b>7,6</b>	<b>1 495</b>	<b>6,1</b>	<b>1 390</b>	<b>5,3</b>	<b>1 240</b>	<b>4,5</b>
- Meublés, sous-locataires	380	1,9	327	1,5	370	1,6	396	1,6	440	1,7	n.d.	n.d.
- fermiers ou métayers	124	0,6	89	0,4	44	0,2	72	0,3	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.
- logés gratuitement (2)	1 605	7,9	1 541	7,3	1 350	5,8	1 027	4,2	930	3,4	n.d.	n.d.
<b>ENSEMBLE</b>	<b>20 364</b>	<b>100,0</b>	<b>21 256</b>	<b>100,0</b>	<b>23 286</b>	<b>100,0</b>	<b>24 525</b>	<b>100,0</b>	<b>26 280</b>	<b>100,0</b>	<b>27 708</b>	<b>100,0</b>

Source : INSEE, enquêtes Logement, France métropolitaine

(1) et logements conventionnés des SEM

(2) Catégorie hétérogène : il s'agit le plus souvent de ménages dont le logement est mis à disposition par leur famille ou parfois d'un avantage en nature.

### 5.3. DEMANDE NON POURVUE DE LOGEMENTS HLM DE 1984 A 2006 (Enquêtes Logement)

(hors DOM, hors demandeurs en foyers)

	1984	1988	1992	1996	2002	2006
<b>France Métropolitaine</b>						
Nombre de demandeurs en attente (en milliers)	680	700	915	855	1 040	1 220
dont en Hlm			450	390	500	550
En % de l'ensemble des ménages	3,3%	3,3%	4,1%	3,7%	4,3%	4,6%
<b>Ile de France</b>						
Nombre de demandeurs en attente (en milliers)	260	250	295	260	315	330
En % de l'ensemble des ménages	6,4%	5,9%	6,8%	5,8%	6,7%	6,7%
En % des demandeurs en France	38,6%	35,9%	32,2%	30,9%	30,2%	27,2%

Source : INSEE, enquêtes Logement, France métropolitaine

#### 5.4. PARC LOCATIF HLM : VACANCE, MOBILITE, VENTE ET DEMOLITION

Source : statistiques d'activité des Fédérations

##### Parc total géré, DOM inclus, hors logements foyers

Milliers de logements

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>Ensemble HLM</b>	<b>3 951</b>	<b>3 982</b>	<b>4 015</b>	<b>4 063</b>	<b>4 136</b>	<b>4 184</b>
Offices	2 107	2 114	2 124	2 137	2 178	2 200
ESH	1 825	1 848	1 871	1 904	1 936	1 960
Coopératives	19	20	21	22	22	24

##### Logements foyers en équivalents logements

Milliers de logements

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>Ensemble HLM</b>	<b>220</b>	<b>223</b>	<b>225</b>	<b>245</b>	<b>255</b>	<b>265</b>
Offices	107	107	109	124	131	135
ESH	114	116	115	121	124	130

##### Taux de vacance en fin d'année, en proportion du parc total géré par les organismes Hlm

en %

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>Vacance globale</b>	<b>3,3</b>	<b>3,3</b>	<b>3,5</b>	<b>3,9</b>	<b>4,1</b>	<b>4,3</b>
Offices	3,9	3,8	4,1	4,5	4,6	4,9
ESH	2,7	2,7	2,9	3,3	3,6	3,7
<b>Vacance de plus de 3 mois</b>	<b>2,4</b>	<b>2,4</b>	<b>2,5</b>	<b>2,7</b>	<b>2,9</b>	<b>3,1</b>
Offices	2,7	2,7	2,8	3,0	3,2	3,4
ESH (vacance technique incluse)	2,0	2,0	2,1	2,4	2,6	2,7
<b>Moins de 3 mois</b>	<b>1,0</b>	<b>0,9</b>	<b>1,1</b>	<b>1,2</b>	<b>1,2</b>	<b>1,3</b>

##### Taux de rotation (part des logements libérés dans l'année sur parc en fin d'année)

en %

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>Ensemble HLM</b>	<b>9,8</b>	<b>9,9</b>	<b>9,8</b>	<b>10,0</b>	<b>10,3</b>	<b>10,3</b>
Offices	9,5	9,7	9,6	10,0	10,1	10,1
ESH	10,2	10,2	10,1	10,1	10,5	10,6

##### Logements vendus à des personnes physiques

Nombre de logements

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>Ensemble HLM</b>	<b>4 800</b>	<b>4 900</b>	<b>4 600</b>	<b>4 600</b>	<b>6 800</b>	<b>7 770</b>
Offices	2 000	2 200	1 900	1 600	2 200	2 470
ESH	2 800	2 700	2 700	3 000	4 600	5 300

##### Logements démolis

Nombre de logements

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>Ensemble HLM</b>	<b>14 400</b>	<b>14 700</b>	<b>14 700</b>	<b>16 500</b>	<b>18 100</b>	<b>19 300</b>
Offices	9 100	10 300	10 800	10 200	11 000	12 300
ESH	4 500	4 700	4 400	6 300	7 100	7 000

##### Accroissement net du parc Hlm

Milliers de logements et équivalents logement

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>Mise en service de logements neufs ou acquis-améliorés</b>	<b>41,0</b>	<b>44,9</b>	<b>47,9</b>	<b>81,3</b>	<b>71,5</b>	<b>77,6</b>
Acquisitions nettes de cessions	34,0	8,2	7,1	11,6	31,7	9,4
<b>Accroissement brut logements et foyers</b>	<b>75,0</b>	<b>53,1</b>	<b>55,0</b>	<b>92,9</b>	<b>103,2</b>	<b>87,0</b>
Démolition	13,6	15,0	15,2	16,5	18,1	19,3
Vente	4,8	4,8	4,6	4,6	6,8	7,8
<b>Accroissement net logements et foyers</b>	<b>56,6</b>	<b>33,3</b>	<b>35,2</b>	<b>71,8</b>	<b>78,3</b>	<b>59,9</b>

Source : estimation USH à partir des statistiques d'activité des fédérations

##### Emménagements dans le parc Hlm...

Milliers de logements

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>... dans les logements entrant dans le parc Hlm en N</b>	<b>41</b>	<b>45</b>	<b>48</b>	<b>81</b>	<b>71</b>	<b>78</b>
<b>... dans les logements déjà présents dans le parc</b>	<b>367</b>	<b>382</b>	<b>368</b>	<b>374</b>	<b>396</b>	<b>402</b>
soit les logements libérés dans l'année	388	396	395	408	425	432
diminués des logements démolis	14	15	15	17	18	19
et de la vacance supplémentaire	8	-1	11	18	11	11
<b>Ensemble des emménagements</b>	<b>408</b>	<b>427</b>	<b>416</b>	<b>455</b>	<b>468</b>	<b>480</b>

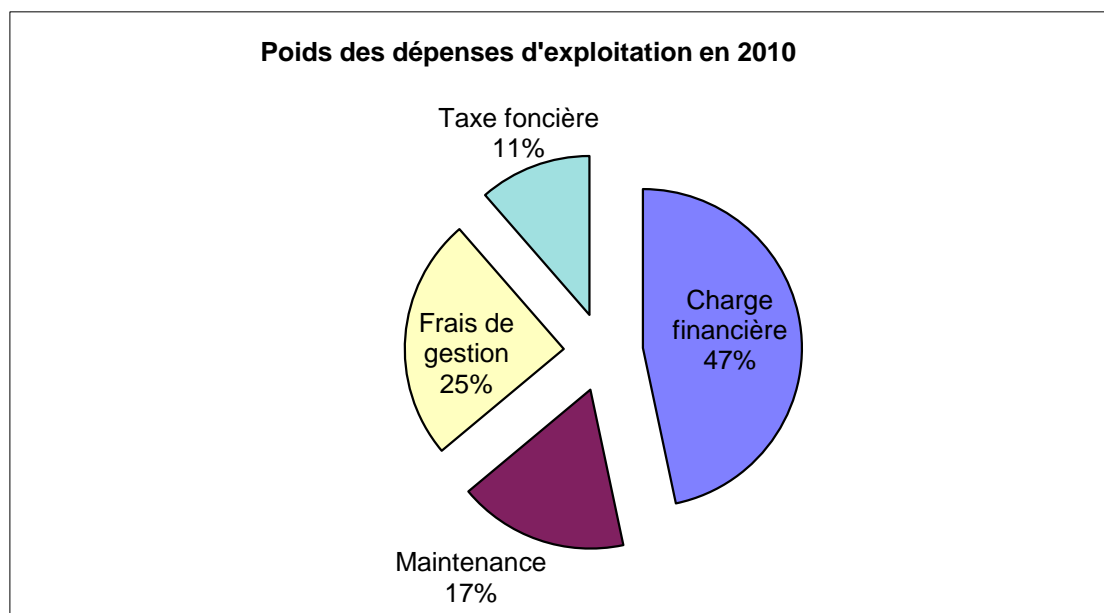
Source : estimation USH à partir des statistiques d'activité des Fédérations

## 6. ELEMENTS FINANCIERS SUR LES ORGANISMES HLM

### 6.1. LOYERS ET DEPENSES D'EXPLOITATION LOCATIVE

En millions d'euros	2006	2007	2008	2009	2010
Loyers des logements	13 838	14 342	14 832	15 505	16 122
Autres loyers (foyers, garages, commerces...)	1 523	1 596	1 674	1 786	1 834
<b>Montant total des loyers quittancés</b>	<b>15 360</b>	<b>15 938</b>	<b>16 506</b>	<b>17 290</b>	<b>17 956</b>
<b>Pertes dues aux impayés</b>	133	123	114	161	158
<i>En % des loyers</i>	0,8%	0,9%	0,7%	0,9%	0,9%
<b>Charge financière (intérêts et amortisss des emprunts)</b>	6 596	6 888	7 103	7 108	7 179
<i>En % des loyers</i>	43,2%	42,9%	43,0%	41,1%	40,0%
<b>Maintenance (entretien courant et gros entretien)</b>	2 331	2 458	2 534	2 628	2 714
<i>En % des loyers</i>	15,3%	15,2%	15,4%	15,2%	15,1%
<b>Frais de gestion</b>	3 383	3 484	3 618	3 757	3 926
<i>En % des loyers</i>	22,0%	21,9%	21,9%	21,7%	21,9%
<b>Taxe foncière sur la propriété bâtie</b>	1 496	1 546	1 598	1 736	1 831
<i>En % des loyers</i>	9,7%	9,7%	9,7%	10,0%	10,2%
Proportion du parc (logements et foyers) soumis à TFPB	82,0%	82,0%	82,0%	82,0%	82,0%
Montant unitaire par logement assujetti avant abattements	481	493	503	534	552

Source : Fédérations des offices et des ESH



### 6.2 CHARGES RECUPERABLES

En millions d'euros	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Montant total des charges récupérables</b>	<b>4 396</b>	<b>4 395</b>	<b>4 644</b>	<b>4 697</b>	<b>4 829</b>

Source : Fédérations des offices et des ESH

### 6.3. CHARGES LOCATIVES

Les résultats figurant dans le tableau suivant sont extraits d'une enquête de l'Union sociale pour l'habitat sur les charges récupérables dans l'ensemble du parc locatif HLM pour l'année 2010.

*Dépenses en euros par an et par m<sup>2</sup> de surface habitable*

Postes de charges	Valeur médiane (1)	Intervalle de référence (2)
<b>Chauffage et eau chaude sanitaire collectifs - Zone climatique H1 (3)</b>		
<b>Production en chauffage urbain</b>	12,44	9,82 - 15,14
Fourniture totale d'énergie	11,43	7,99 - 13,88
Exploitation secondaire	0,61	0,33 - 1,96
<b>Production en chauffage collectif</b>	9,75	6,46 - 11,06
Fourniture totale d'énergie	9,06	6,03 - 10,81
Comptage de l'énergie	0,23	0,23 - 0,32
Exploitation de chauffage	0,70	0,49 - 1,17
<b>Chauffage et eau chaude sanitaire collectifs - Zones climatiques H2 et H3</b>		
<b>Production en chauffage urbain</b>	8,62	6,66 - 12,14
Fourniture totale d'énergie	7,71	5,51 - 10,58
Exploitation secondaire	0,65	0,32 - 2,79
<b>Production en chauffage collectif</b>	7,51	4,93 - 10,17
Fourniture totale d'énergie	6,54	3,91 - 8,75
Comptage de l'énergie	0,04	0,04 - 0,12
Exploitation chauffage	0,86	0,45 - 1,17
<b>Services de l'eau, toutes productions d'eau chaude</b>	5,32	3,93- 7,02
Fourniture totale d'eau	4,86	3,52 - 6,51
Comptage de l'eau (froide et chaude)	0,24	0,14 - 0,45
Entretien de la robinetterie	0,33	0,26 - 0,43
<b>Entretien des ascenseurs</b>	0,55	0,31-0,92
<b>Entretien de propreté</b>	4,46	2,88 - 6,03
A la fois personnel de proximité et entreprise d'entretien	4,90	3,31 - 6,38
uniquement personnel de proximité	4,06	2,71 - 5,69
Uniquement entreprises d'entretien et de propreté	3,11	1,85 - 5,07
<b>Autres dépenses d'entretien immobilier</b>	0,90	0,34 - 1,97
Espaces verts et espaces de jeux	0,70	0,24 - 1,45
Autres équipements	0,41	0,21 - 0,86
<b>Dépenses d'électricité</b>	0,99	0,50 - 1,54
<b>Taxes d'enlèvement des ordures ménagères</b>	1,98	1,44 - 2,91
<b>Garages toutes résidences</b>		
Charges récupérables par garage loué	28,15	8,29 - 66,16

Source : Union sociale pour l'habitat - Observatoire Hlm des charges locatives

(1) **Valeur médiane** : valeur telle qu'il y a autant de cas observés au-dessous et au-dessus.

(2) **Intervalle de référence** :

Valeur basse : valeur telle que 20 % des cas observés lui sont inférieures.

Valeur haute : valeur telle que 20 % des cas observés lui sont supérieures.

(3) **Zone climatique H1** : moitié Nord-Est de la France.

## 7. DONNEES REGIONALES

### 7.1. PARC DE LOGEMENTS

Région	Nombre de logements <i>en milliers</i>	En % du nombre de logements			
		Résidences principales	Résidences secondaires	Logements vacants	Maisons individuelles
Alsace	857	90	3	7	50
Aquitaine	1 748	82	12	7	67
Auvergne	790	77	12	11	69
Basse-Normandie	818	78	16	6	70
Bourgogne	892	82	9	9	68
Bretagne	1 746	80	13	7	72
Centre	1 293	85	7	8	72
Champagne-Ardenne	663	88	4	8	64
Corse	213	61	35	4	52
Franche-Comté	587	87	6	7	59
Guadeloupe	201	80	6	14	75
Guyane	70	90	2	8	68
Haute-Normandie	864	90	5	6	63
Île-de-France	5 414	91	3	6	27
La Réunion	314	91	2	7	71
Languedoc-Roussillon	1 627	71	21	8	58
Limousin	442	78	13	10	73
Lorraine	1 129	89	3	8	58
Martinique	192	83	4	13	65
Midi-Pyrénées	1 557	82	11	8	66
Nord-Pas-de-Calais	1 789	91	3	6	72
Pays de la Loire	1 816	83	11	6	72
Picardie	874	89	5	7	73
Poitou-Charentes	990	80	13	8	79
Provence-Alpes-Côte d'Azur	2 832	76	17	7	41
Rhône-Alpes	3 227	81	12	7	46
<b>France entière</b>	<b>32 935</b>	<b>83,6</b>	<b>9,5</b>	<b>6,9</b>	<b>56,3</b>

Source : INSEE, Recensement de la Population 2009

### 7.2. MENAGES

Région	Population <i>en milliers</i>	Nombre de ménages <i>en milliers (1)</i>	En % du nombre de ménages			
			Propriétaires	Locataires Hlm	Autres locataires	Autres statuts (2)
Alsace	1 843	773	58	12	25	5
Aquitaine	3 206	1 424	60	9	26	5
Auvergne	1 344	610	64	10	22	5
Basse-Normandie	1 471	638	60	16	21	3
Bourgogne	1 642	732	63	13	20	4
Bretagne	3 175	1 401	67	10	20	4
Centre	2 539	1 104	63	15	18	3
Champagne-Ardenne	1 338	583	56	22	18	4
Corse	306	130	55	8	26	11
Franche-Comté	1 168	508	61	13	22	4
Guadeloupe	402	161	60	14	19	7
Guyane	224	63	44	15	31	10
Haute-Normandie	1 833	773	56	20	20	3
Île-de-France	11 728	4 932	48	22	24	7
La Réunion	816	284	53	14	28	5
Languedoc-Roussillon	2 611	1 157	59	9	27	6
Limousin	742	344	65	10	21	4
Lorraine	2 350	1 004	60	13	23	4
Martinique	396	159	55	16	20	9
Midi-Pyrénées	2 863	1 274	61	8	26	5
Nord-Pas-de-Calais	4 033	1 631	56	19	20	4
Pays de la Loire	3 539	1 511	64	12	21	3
Picardie	1 911	775	62	16	18	4
Poitou-Charentes	1 761	789	65	9	22	4
Provence-Alpes-Côte d'Azur	4 889	2 147	55	11	28	7
Rhône-Alpes	6 174	2 627	57	14	23	5
<b>France entière</b>	<b>64 305</b>	<b>27 534</b>	<b>57,6</b>	<b>14,6</b>	<b>22,8</b>	<b>5,0</b>

Source : INSEE, Recensement de la Population 2009

(1) Par définition, un ménage occupe une résidence principale.

(2) Les "autres statuts" correspondent aux chambres d'hôtel, sous location et aux logements gratuits.

### 7.3. CARACTERISTIQUES DU PARC LOCATIF SOCIAL AU 1er JANVIER 2011

Logements gérés par les organismes HLM, logements conventionnés gérés par les SEM, et logements d'autres bailleurs sociaux agréés (hors logements sociaux en régie des communes)

Région	Nombre de logements en milliers	Vacance		Rotation (2) totale	Mises en location en 2010 en milliers
		Totale	Commerciale		
Alsace	106	5,9%	3,9%	10,5%	2,4
Aquitaine	141	3,7%	2,1%	10,1%	4,5
Auvergne	68	5,8%	4,0%	12,0%	1,6
Basse-Normandie	110	5,1%	3,9%	11,7%	1,7
Bourgogne	108	7,8%	6,2%	11,9%	1,8
Bretagne	155	4,1%	2,8%	12,8%	4,8
Centre	183	6,4%	4,8%	12,4%	2,5
Champagne-Ardenne	140	7,2%	4,4%	12,7%	1,7
Corse	12	1,6%	1,4%	5,8%	0,2
Franche-Comté	76	7,7%	5,9%	13,3%	1,0
Guadeloupe	28	5,3%	3,8%	5,8%	0,6
Guyane	9	7,3%	5,8%	3,9%	0,3
Haute-Normandie	169	4,5%	2,7%	10,8%	2,5
Ile-de-France	1 149	3,8%	2,4%	6,8%	26,6
La Réunion	55	2,3%	1,9%	8,4%	1,1
Languedoc-Roussillon	118	5,1%	3,1%	9,3%	3,5
Limousin	39	7,8%	6,3%	12,9%	0,5
Lorraine	158	6,7%	3,9%	11,7%	2,6
Martinique	27	2,3%	2,3%	3,7%	0,4
Midi-Pyrénées	120	5,1%	3,5%	13,5%	5,2
Nord-Pas de Calais	397	4,1%	2,0%	8,5%	6,7
Pays de la Loire	203	4,3%	3,0%	13,0%	4,4
Picardie	137	3,5%	2,6%	11,7%	1,6
Poitou-Charentes	78	5,1%	4,3%	13,1%	1,4
Provence-Alpes-Côte d'Azur	269	3,4%	2,4%	6,4%	6,0
Rhône-Alpes	428	4,7%	3,1%	11,0%	9,9
<b>France entière</b>	<b>4 483</b>	<b>4,6%</b>	<b>3,1%</b>	<b>9,7%</b>	<b>95,3</b>
France métropolitaine	4 363	4,7%	3,1%	9,8%	93,0
Province	3 214	5,0%	3,3%	10,9%	66,4
Départements d'outre-mer	120	3,4%	2,7%	6,3%	2,3

Source : répertoire du parc locatif des bailleurs sociaux (SOeS), logements non conventionnés des SEM exclus

(1) Taux de vacance : nombre de logements vacants au 1er janvier 2011 / nombre total de logements. Les logements non offerts à la location sont exclus (vacance technique).

(2) Taux de rotation : nombre de logements avec emménagement(s) en 2010 rapporté au nombre de logements existants au 1er janvier 2010

## 8. DONNEES EUROPEENNES

### 8.1. PARC DE LOGEMENTS

	Dernière date connue	Logements
Allemagne	2009	39 268
Autriche	2009	4 150
Belgique	2009	5 043
Bulgarie	2011	3 859
Chypre	2002	293
Danemark	2009	2 680
Espagne	2009	25 129
Estonie	2009	651
Finlande	2009	2 784
France	2009	31 264
Grèce	2001	5 480
Hongrie	2009	4 303
Irlande	2004	1 554
Italie	2003	26 700
Lettonie	2009	1 042
Lituanie	2009	1 308
Luxembourg	2009	188
Malte	2009	139
Pays-Bas	2009	7 107
Pologne	2009	13 302
Portugal	2011	5 880
République Tchèque	2006	4 520
Roumanie	2009	8 329
Royaume-Uni	2009	27 108
Slovaquie	2009	1 767
Slovénie	2004	798
Suède	2010	4 508

Source : Logement social européen, les rouages d'un secteur, 2012, CECODHAS

### 8.2. REPARTITION DES MENAGES SELON LE STATUT D'OCCUPATION

en %

	Propriétaires	Locataires du secteur social	Locataires du secteur privé	Autres statuts
Allemagne	42	5	53	0
Autriche	56	23	17	4
Belgique	68	7	25	0
Bulgarie	96	3	0	1
Chypre	68	0	14	18
Danemark	46	19	20	14
Espagne	85	2	11	2
Estonie	96	1	3	0
Finlande	66	16	15	3
France	57	17	22	4
Grèce	74	0	20	6
Hongrie	92	4	3	0
Irlande	79	9	12	0
Italie	68	5	14	13
Lettonie	85	1	14	0
Lituanie	91	3	4	2
Luxembourg	70	2	27	1
Malte	75	6	16	3
Pays-Bas	58	32	10	0
Pologne	62	10	8	20
Portugal	75	3	18	4
République Tchèque	47	17	17	19
Roumanie	96	2	1	1
Royaume-Uni	66	18	16	0
Slovaquie	92	3	1	4
Slovénie	83	4	3	10
Suède	41	18	19	22

Source : Logement social européen, les rouages d'un secteur, 2012, CECODHAS

## 9. PLAFONDS DE RESSOURCES ET LOYERS MAXIMUMS

### 9.1. PLAFONDS DE RESSOURCES HLM (PLUS) EN 2012

Référence réglementaire

arrêté du 29 juillet 1987

Revenu fiscal de référence 2010 en euros

CATEGORIE DE MENAGE	Paris et communes limitrophes	Ile-de-France hors Paris et communes limitrophes	Autres régions
Une personne seule	22 334 €	22 334 €	19 417 €
Deux personnes ne comportant aucune pers. à charge à l'exclusion des jeunes ménages.	33 378 €	33 378 €	25 930 €
Trois personnes ou une pers. seule avec une pers. à charge ou jeune ménage sans personne à charge.	43 756 €	40 124 €	31 183 €
Quatre personnes ou une pers. seule avec deux pers. à charge	52 242 €	48 061 €	37 645 €
Cinq personnes ou une pers.seule avec trois pers. à charge	62 157 €	56 895 €	44 284 €
Six personnes ou une pers. seule avec quatre pers. à charge	69 943 €	64 024 €	49 908 €
Par personne supplémentaire	7 792 €	7 134 €	5 567 €

**Jeune ménage** : couple marié (ou concubins cosignataires du bail), sans personne à charge, dont la somme des âges est au plus égale à 55 ans.

### PLAFONDS DE RESSOURCES ANNUELLES EN PLA D'INTEGRATION EN 2012

Revenu fiscal de référence 2010 en euros

CATEGORIE DE MENAGE	Paris et communes limitrophes	Ile-de-France hors Paris et communes limitrophes	Autres régions
Une personne seule	12 285 €	12 285 €	10 678 €
Deux personnes ne comportant aucune pers. à charge à l'exclusion des jeunes ménages.	20 028 €	20 028 €	15 559 €
Trois personnes ou une pers. seule avec une pers. à charge ou jeune ménage sans personne à charge.	26 254 €	24 073 €	18 709 €
Quatre personnes ou une pers. seule avec deux pers. à charge	28 736 €	26 434 €	20 818 €
Cinq personnes ou une pers.seule avec trois pers. à charge	34 184 €	31 294 €	24 357 €
Six personnes ou une pers. seule avec quatre pers. à charge	38 469 €	35 214 €	27 450 €
Par personne supplémentaire	4 286 €	3 923 €	3 061 €

### 9.2. LOYERS MAXIMUMS EN 2012

Référence réglementaire :

circulaire du 1er février 2012

#### Loyer maximum de zone des nouvelles conventions PLAI et PLUS (1)

Au 1er janvier 2012

En euros par m <sup>2</sup> de surface utile	Zone 1	Zone 1 bis	Zone 2	Zone 3
Prêt locatif aidé d'intégration	5,39	5,74	4,73	4,38
Prêt locatif à usage social	6,06	6,44	5,32	4,94

(1) Hors majorations locales et techniques

#### Loyer maximum de zone des nouvelles conventions PLS

Au 1er janvier 2012

En euros par m <sup>2</sup> de surface utile	Zone A	Zone A bis	Zone B1	Zone B2	Zone C
Prêt locatif social	9,67	12,57	8,33	7,98	7,42



### 9.3. EVOLUTION DES PLAFONDS DE RESSOURCES PLUS ET PLAI

Le tableau ci-après retrace l'évolution des plafonds de ressources HLM, PLUS et PLAI

Date et texte de référence	Mesure
1 <sup>er</sup> janvier 1999	A compter de janvier 1999, indexation des plafonds sur la variation du SMIC. Actualisation : + 2,0 %
<b>Arrêté 13 août 1999 (plafonds HLM - PLUS)</b>	Simplification du zonage. Relèvement du plafond des personnes seules de 10 % en Ile-de-France et de 15 % en province.
1 <sup>er</sup> janvier 2000	Actualisation : + 1,24%
<b>Arrêté 13 juin 2000 (plafonds PLAI)</b>	Alignement du zonage des plafonds PLAI sur celui du PLUS. Fixation des plafonds PLAI à 55 % ou 60 % des plafonds PLUS selon la catégorie de ménage.
1 <sup>er</sup> janvier 2001	+ 3,19%
1 <sup>er</sup> janvier 2002	+ 4,05%
1 <sup>er</sup> janvier 2003	+ 2,40%
1 <sup>er</sup> janvier 2004	+ 5,27%
1 <sup>er</sup> janvier 2005	+ 5,84%
1 <sup>er</sup> janvier 2006	+ 5,52%
1 <sup>er</sup> janvier 2007	+ 2,99%
1 <sup>er</sup> janvier 2008	Les plafonds de ressources pour 2008 sont comparés au revenu fiscal de référence de 2006, dans lequel l'abattement de 20 % sur les revenus d'activité et les retraites a été supprimé. Pour assurer la neutralité des plafonds, leur montant est majoré de 25 % en 2008. Actualisation : + 2,06 %
1 <sup>er</sup> janvier 2009	+ 3,20%
<b>Loi Molle et arrêté du 29 mai 2009</b>	Baisse des plafonds de 10,3 % à compter du 1 <sup>er</sup> juin 2009 pour annuler l'effet de la revalorisation du SMIC horaire de 2000 à 2005. Suppression de l'indexation sur le SMIC et actualisation en tenant compte de la variation de l'IRL.
1 <sup>er</sup> janvier 2010	+ 0,30%
1 <sup>er</sup> janvier 2011	+ 1,10%
1 <sup>er</sup> janvier 2012	+ 1,00%

## 9.4. HISTORIQUE DES LOYERS MAXIMUM DU PLUS ET DU PLAI

### PLUS

Avant prise en compte des marges locales ou techniques

	<b>Zone 1</b>	<b>Zone 1 bis</b>	<b>Zone 2</b>	<b>Zone 3</b>	<b>Zone 1</b>	<b>Zone 1 bis</b>	<b>Zone 2</b>	<b>Zone 3</b>
	<i>En € par mois et par m<sup>2</sup> de surface utile hors majorations locales</i>				<i>Variation annuelle</i>			
1 juillet 2000	4,63	4,92	4,06	3,77				
1 juillet 2001	4,74	5,03	4,15	3,86	2,4%	2,2%	2,2%	2,4%
1 juillet 2002	4,91	5,21	4,30	4,00	3,6%	3,6%	3,6%	3,6%
1 juillet 2003	5,03	5,34	4,41	4,10	2,4%	2,5%	2,6%	2,5%
1 juillet 2004	5,18	5,50	4,54	4,22	3,0%	3,0%	2,9%	2,9%
1 juillet 2005	5,43	5,76	4,76	4,42	4,8%	4,7%	4,8%	4,7%
1 juillet 2006	5,55	5,90	4,87	4,52	2,2%	2,4%	2,3%	2,3%
1 juillet 2007	5,73	6,09	5,03	4,67	3,2%	3,2%	3,3%	3,3%
1 juillet 2008	5,81	6,17	5,10	4,73	1,4%	1,3%	1,4%	1,3%
1 juillet 2009	5,97	6,34	5,24	4,86	2,8%	2,8%	2,7%	2,7%
1 janvier 2010	5,97	6,34	5,24	4,86	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
1 janvier 2011	6,00	6,38	5,27	4,89	0,5%	0,6%	0,6%	0,6%
1 janvier 2012	6,06	6,44	5,32	4,94	1,0%	0,9%	0,9%	1,0%

### PLAI

Avant prise en compte des marges locales ou techniques

	<b>Zone 1</b>	<b>Zone 1 bis</b>	<b>Zone 2</b>	<b>Zone 3</b>	<b>Zone 1</b>	<b>Zone 1 bis</b>	<b>Zone 2</b>	<b>Zone 3</b>
	<i>En € par mois et par m<sup>2</sup> de surface utile hors majorations locales</i>				<i>Variation annuelle</i>			
1 juillet 2000								
1 juillet 2001	4,21	4,48	3,69	3,42				
1 juillet 2002	4,36	4,64	3,82	3,54	3,6%	3,6%	3,5%	3,5%
1 juillet 2003	4,47	4,76	3,92	3,64	2,5%	2,6%	2,6%	2,8%
1 juillet 2004	4,60	4,90	4,03	3,74	2,9%	2,9%	2,8%	2,7%
1 juillet 2005	4,82	5,14	4,22	3,92	4,8%	4,9%	4,7%	4,8%
1 juillet 2006	4,93	5,25	4,32	4,01	2,3%	2,1%	2,4%	2,3%
1 juillet 2007	5,09	5,42	4,46	4,14	3,2%	3,2%	3,2%	3,2%
1 juillet 2008	5,16	5,49	4,52	4,20	1,4%	1,3%	1,3%	1,4%
1 juillet 2009	5,31	5,65	4,65	4,32	2,9%	2,9%	2,9%	2,9%
1 janvier 2010	5,31	5,65	4,65	4,32	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
1 janvier 2011	5,34	5,68	4,68	4,34	0,6%	0,5%	0,6%	0,5%
1 janvier 2012	5,39	5,74	4,73	4,38	0,9%	1,1%	1,1%	0,9%

## 10. GLOSSAIRE

### Sigles et abréviations

AL	Allocation de logement
ANAH	Agence nationale de l'habitat
ANRU	Agence nationale pour la rénovation urbaine
APL	Aide personnalisée au logement
ANPEEC	Agence nationale pour la participation des employeurs à l'effort de construction
BT01	Indice du coût des facteurs de production pour les révisions de prix dans le bâtiment
CCI	Chambre de commerce et d'industrie
CDC	Caisse des dépôts et consignations
CECODHAS	Comité européen de coordination de l'habitat social
CIF	Crédit immobilier de France
CIL	Comité interprofessionnel du logement
CODEVI	Compte pour le développement industriel (devenu LDD en janvier 2007)
DAEI-SOeS	Direction des affaires économiques et internationales, service statistique du ministère du logement, devenu SOeS en 2008, Service de l'observation et des études statistiques
DHUP	Direction de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages (ex-DGUHC)
DOM	Département d'outre-mer
ENL	Enquête nationale sur le logement (INSEE)
EONIA	European overnight index average (taux du marché interbancaire européen au jour le jour)
EPLS	Enquête sur le parc locatif social (SOeS)
ESH	Entreprises sociales pour l'habitat
EURIBOR	European interbank offered rate (taux interbancaire offert en Europe)
FBCF	Formation brute de capital fixe
FGAS - SGFGAS	Fonds de garantie de l'accession sociale - Société de gestion du FGAS
ICC	Indice du coût de la construction
INSEE	Institut national de la statistique et des études économiques
IPC	Indice des prix à la consommation
IRL	Indice de référence des loyers
LDD	Livret de développement durable, succède au CODEVI
LEP	Livret d'épargne populaire
MEEDAAT- MEEDDM	Ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire- Ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer
OAT	Obligation assimilable du Trésor
OPH	Office public de l'habitat
OPS	Occupation du parc social (enquête)
PALULOS	Prime à l'amélioration des logements à usage locatif et occupation sociale
PAS	Prêt d'accession sociale
PC	Prêt conventionné
PEEC	Participation des employeurs à l'effort de construction ou 1 % Logement
PEP	Plan d'épargne populaire
PLA	Prêt locatif aidé
PLA-I	Prêt locatif aidé d'intégration
PLI	Prêt locatif intermédiaire
PLS	Prêt locatif social
PLUS	Prêt locatif à usage social
PLUS-CD	Prêt locatif à usage social - Construction Démolition
PSLA	Prêt social de location-accession
PTZ	Prêt à taux zéro
RMI	Revenu minimum d'insertion
RSA	Revenu de solidarité active
SACI	Société anonyme de crédit immobilier, SACICAP à partir de 2008
SACICAP	Société anonyme coopérative d'intérêt collectif pour l'accession à la propriété
SCI	Société civile immobilière
SEM	Société d'économie mixte
SITADEL	Système d'information et de traitement automatisé des données élémentaires sur les logements, base de données du ministère du logement sur la construction
SMIC	Salaires minimum interprofessionnel de croissance
TFPB	Taxe foncière sur la propriété bâtie
UESL	Union d'économie sociale pour le logement
VEFA	Vente en l'état futur d'achèvement